CNRC·NRC

*De la **découverte** à l'**innovation**…*

La Science à l'œuvre pour le Canada

Conseil national de recherches Canada

Rapport annuel 2007–2008

Conseil national de recherches Canada
National Research Council Canada

Canada

Raison d'être

Le Conseil national de recherches Canada (CNRC) est la principale ressource de l'administration publique fédérale dans le secteur de la science et de la technologie (S-T) et celui de l'innovation. Voici les principaux volets de son action :

- Améliorer le bien-être social et économique des Canadiens;
- Offrir un soutien technologique et industriel de nature à favoriser l'innovation industrielle et communautaire ainsi que la croissance; et,
- Faire preuve d'excellence et de leadership en recherche-développement (R-D).

Réaliser le potentiel des sciences et de la technologie au profit du Canada

Le CNRC se prépare à jouer un rôle important pour aider le gouvernement fédéral à réaliser les objectifs contenus dans sa nouvelle stratégie en sciences et technologie intitulée *Réaliser le potentiel des sciences et de la technologie au profit du Canada*, rendue public par le premier ministre au mois de mai 2007. La nouvelle stratégie fédérale établit un cadre pluriannuel afin de créer un avantage concurrentiel pour le Canada grâce à la science et à la technologie (S-T). Elle est guidée par des principes de base : promouvoir l'excellence de classe internationale; concentrer les efforts sur les priorités; favoriser les partenariats et accroître la responsabilisation. Elle présente un plan visant à favoriser trois avantages distincts en S-T au Canada :

- **Un avantage entrepreneurial** – Transformer le savoir en applications commerciales qui créeront de la richesse et amélioreront la qualité de vie;
- **Un avantage du savoir** – Etre à la fine pointe des progrès importants qui engendrent des retombées pour la santé, l'environnement, la société et l'économie;
- **Un avantage humain** – Attirer des personnes hautement qualifiées et instruites afin de se doter d'une main-d'œuvre souple, capable d'être concurrentielle à l'échelle mondiale.

La stratégie du CNRC jusqu'en 2011, intitulée *La Science à l'œuvre pour le Canada*, est conforme aux principes et aux objectifs formulés dans la nouvelle stratégie fédérale et positionne le CNRC comme un joueur important pour son exécution. Le CNRC contribue à l'avantage entrepreneurial du Canada en répondant aux besoins de l'industrie en matière de recherches ciblées et en transférant ses découvertes au secteur privé. Afin d'appuyer l'avantage du savoir au Canada, le CNRC contribue de manière stratégique aux quatre priorités de recherche énoncées dans la stratégie fédérale en S-T : les sciences et les technologies environnementales; les ressources naturelles et l'énergie; la santé et les sciences et les technologies de la vie connexes; ainsi que les technologies de l'information et des communications (TIC). Le CNRC ira au-devant des priorités nationales et y répondra en convainquant les acteurs du système d'innovation de s'engager dans des projets conjoints avec de multiples partenaires et en développant les compétences clés qui le prépareront à appuyer les priorités nationales actuelles et futures en S-T. Enfin, le CNRC appuie de manière cruciale la création d'un avantage humain au

Canada en attirant au pays les personnes hautement qualifiées dont celui-ci a besoin pour connaître la prospérité au sein de l'économie mondiale et en les incitant à y rester. En créant des entités comme l'Institut national de nanotechnologie (INN) et l'Institut des sciences nutritionnelles et de la santé (ISNS-CNRC), le CNRC contribue à créer de solides équipes multidisciplinaires regroupant des chercheurs de calibre international dont les travaux de pointe ont des retombées favorables pour le Canada.

Priorités de l'organisation

1. R-D dans des secteurs clés et des domaines cruciaux pour l'avenir du Canada	**2. Initiatives de développement de grappes technologiques communautaires**	**3. Soutien industriel intégré qui engage les principaux acteurs**
• Créer de la valeur par la R-D dans les secteurs où les retombées économiques seront les plus importantes pour le Canada • Investir dans des recherches de pointe, y compris en intensifiant les activités de R-D horizontales et multidisciplinaires • Assurer la durabilité par des recherches dans des domaines d'importance cruciale pour l'avenir du Canada • Appuyer l'industrie canadienne et les milieux de la recherche en élaborant des codes et des normes, et en investissant dans les grands projets d'infrastructure en R-D	• Contribuer à la viabilité économique des collectivités canadiennes • Aider l'industrie et les acteurs de premier plan du secteur de l'innovation à établir des liens • Se concentrer sur la croissance des grappes afin de créer une masse critique et de doter les collectivités d'une capacité d'innovation • Créer une instance pour la prestation à l'échelle régionale des initiatives nationales	• Accroître la capacité d'innovation des PME et aider l'industrie à gérer les risques inhérents au développement et à la commercialisation de nouveaux produits • Offrir de l'information en S-T et des renseignements • Offrir un soutien complet à la commercialisation, y compris des services de transfert de technologie et de gestion de la propriété intellectuelle
4. Administration du programme de manière à assurer la viabilité et la souplesse de l'organisation		
• Stratégie du CNRC : *La Science à l'œuvre pour le Canada* • Respecter les engagements formulés dans le cadre de responsabilisation de la gestion • Continuer à appliquer les recommandations du vérificateur général du Canada		

Contexte de fonctionnement du CNRC

Le CNRC possède des caractéristiques uniques qui façonnent le contexte dans lequel il exerce ses activités. Voici quelques exemples :

- Le CNRC dispose d'une infrastructure nationale de S-T qui lui donne les moyens d'accroître la capacité d'innovation du Canada dans les domaines de recherche actuels et en émergence, de constituer des réseaux de chercheurs et d'entreprises, de former du personnel hautement qualifié, de créer des entreprises et des emplois technologiques, et de transférer son savoir et ses technologies aux entreprises canadiennes.
- Le CNRC compte un effectif de plus de 4 000 employés talentueux et dévoués, 17 instituts de recherche, 15 installations de partenariat industriel, le Programme d'aide à la recherche industrielle (PARI-CNRC), l'Institut canadien de l'information scientifique et technique (ICIST-CNRC) et deux centres de technologie.

- Le CNRC possède les outils nécessaires pour aider les entreprises à faire sortir les découvertes des laboratoires en participant au développement et à la construction de prototypes, et à la commercialisation de produits sur les marchés mondiaux.
- Le CNRC possède la capacité d'adopter une démarche intégrée qui unit chercheurs, technologues et industriels de manière à s'acquitter de la partie de son mandat qui consiste à leur donner accès aux infrastructures internationales de S-T.
- Le CNRC possède les compétences nécessaires pour gérer des projets de recherche visant des résultats précis ainsi que des projets visant des objectifs à long terme.
- Le CNRC possède la capacité de réunir des équipes de chercheurs multidisciplinaires capables de s'attaquer à des questions d'importance nationale.
- Le CNRC possède la capacité de lancer des programmes nationaux et de les offrir dans toutes les régions du pays.

Rendement global du CNRC en 2007-2008

On trouvera dans la section suivante un résumé du rendement global du CNRC en fonction des priorités de l'organisme pour 2007-2008.

1. Recherche et développement dans des secteurs clés et des domaines cruciaux pour l'avenir du Canada

La recherche et l'innovation sont essentielles à la croissance future de l'économie canadienne et à l'amélioration de la qualité de vie des Canadiens. En tant que principal organisme de R-D au Canada, le CNRC concentre ses efforts sur deux aspects essentiels de l'excellence en R-D : la qualité et la pertinence. En 2007-2008, le CNRC a joué un rôle clé en aidant le Canada à réaliser son plein potentiel dans les domaines d'importance pour l'économie actuelle et future du pays, tant du point de vue social qu'économique, conformément à la stratégie fédérale en S-T.

Grâce aux activités de recherche-développement du CNRC ainsi qu'aux brevets obtenus et aux licences d'utilisation accordées, les entreprises canadiennes ont eu plus facilement accès aux nouvelles technologies, créant ainsi un avantage entrepreneurial pour le Canada. En 2007-2008, les efforts de R-D du CNRC ont généré de la propriété intellectuelle : l'organisme a soumis 196 demandes de brevets et en a obtenu 69 à la suite de demandes antérieures. Il a également signé 98 nouvelles ententes de licence avec des partenaires de l'industrie, contribuant ainsi à la transformation des innovations en applications commerciales. Le CNRC a ainsi obtenu les résultats escomptés de cette activité de programme, soit l'avancement des entreprises axées sur la nouvelle technologie. Les articles scientifiques, les communications publiées dans les comptes rendus de conférences et les rapports techniques préparés pour des clients du CNRC par les chercheurs du CNRC en cours d'année ont contribué à la diffusion du savoir et par conséquent, à l'innovation et à la création de valeur à long terme pour l'industrie canadienne et le public en général.

Le CNRC a su maintenir son leadership dans les nouveaux domaines de recherche. Pour contribuer à créer un avantage du savoir en S-T pour le Canada, le CNRC a effectué de la recherche dans des domaines d'importance sociale et économique. Sur le plan

économique, grâce aux investissements et à la recherche dans le secteur de l'aérospatiale, notamment dans les matériaux composites utilisés dans la fabrication de pièces d'aéronefs et dans les essais de certification des turbines pour les vols dans des conditions de givre, le Canada se maintient dans le peloton de tête. Dans le domaine de la nanotechnologie, la R-D effectuée par le CNRC a permis des percées dans la prolongation de la durée de vie utile du béton et contribué à la mise au point de nouvelles méthodes de conception des structures en béton s'appuyant sur les techniques de nanoingénierie. Grâce aux matériaux de nouvelle génération, à l'amélioration des catalyseurs et à des méthodes d'essai et de modélisation de pointe, le Canada a consolidé sa position d'avant-garde dans le développement des technologies des piles à combustible.

Le CNRC s'intéresse également au mieux-être des Canadiens et y consacre tout un pan de ses activités de R-D. La recherche en génomique se poursuit en agriculture (p. ex., productivité des cultures de canola) et dans le traitement des maladies chez l'humain et les animaux (p. ex., identification des cellules cancéreuses, développement d'outils diagnostics pour les maladies cardiaques, contrôle de la cholestérolémie chez l'humain). Les chercheurs du CNRC sont aussi actifs dans la recherche de composés bioactifs et d'aliments nutraceutiques. Ils ont étudié les propriétés antioxydantes, neurorégénératives et anticancéreuses d'extraits et de molécules bioactives de végétaux comme les canneberges, les bleuets, le chanvre, le houblon et le pavot. Les essais de nouvelles techniques fondées sur l'imagerie par résonance magnétique (IRM) développées par le CNRC ont donné des résultats prometteurs. À terme, ces techniques contribueront à la conception de nouvelles méthodes diagnostiques moins invasives du cancer du sein. Les chercheurs ont également terminé les travaux de R-D préalables à la mise au point de méthodes analytiques pour la détection rapide et ultrasensible des agents de guerre chimiques, des produits agrochimiques toxiques et des toxines, ce qui contribuera à la sécurité nationale.

Au cours de l'exercice, la collaboration avec les milieux industriels et universitaires afin de repousser les limites du savoir scientifique a aussi occupé une place prépondérante dans les activités du CNRC. Ces efforts ont permis des percées importantes en astronomie, en physique des particules subatomiques et dans les expériences à partir de faisceaux de neutrons. Le CNRC a poursuivi ses projets menés conjointement avec des organismes internationaux de normalisation. Ces projets visent notamment à assurer la compatibilité des normes nationales de métrologie avec celles d'autres pays, à appuyer le développement de nouvelles méthodes scientifiques de métrologie (par exemple, des méthodes fondées sur la nanotechnologie) en créant des étalons et des méthodes de mesure qui ont un effet direct sur la capacité des entreprises canadiennes à livrer concurrence sur les marchés internationaux.

2. **Initiatives de développement de grappes technologiques communautaires**

Afin d'appuyer la création d'un avantage du savoir en S-T pour le Canada, le CNRC a continué d'analyser et de développer des modèles novateurs de partenariat et de collaboration en S-T entre les ministères et organismes fédéraux et des organisations

d'autres secteurs. Au cours de 2007-2008, le CNRC a poursuivi ses efforts de développement de onze grappes technologiques d'un bout à l'autre du pays. Ces grappes sont des partenariats communautaires visant à créer des avantages concurrentiels pour le Canada grâce à la recherche et à l'innovation. Le CNRC a aidé les grappes à se doter de cartes routières technologiques et a favorisé la création d'alliances qui servent actuellement de véhicule aux transferts de technologies entre les participants aux activités des grappes. Les domaines de spécialisation sont diversifiés, allant des sciences de la vie aux technologies de l'information et aux affaires électroniques, en passant par les technologies océaniques, la transformation de l'aluminium, la photonique, les technologies biomédicales, les plantes utilisées pour la santé et le bien-être, la nanotechnologie, les piles à combustible et les technologies de l'hydrogène, les sciences nutritionnelles et la santé, ainsi que les infrastructures durables. En favorisant l'innovation et la croissance économique au moyen de partenariats communautaires, les initiatives de la priorité 2 appuient la réalisation du résultat stratégique du CNRC.

Pour faire en sorte que l'effet des programmes fédéraux d'aide à la R-D en entreprise soit de plus en plus percutant, le PARI-CNRC mobilise des groupes régionaux et favorise leur rapprochement. Il assure pour ce faire l'éclosion de réseaux techniques, financiers et commerciaux essentiels au développement des grappes technologiques. Il a ainsi versé plus de 1,5 million de dollars à 45 organisations offrant des services d'aide à l'innovation à des entreprises de six des grappes technologiques du CNRC et a accordé près de 1,3 million de dollars de financement non remboursable à 30 entreprises au sein de ces grappes pour qu'elles puissent réaliser des projets de recherche en technologie. Parmi les réussites des grappes technologiques cette année on compte le lancement d'un premier appel public de 40 millions de dollars d'IMRIS Inc.; la création d'une entreprise dérivée des activités de l'Institut du biodiagnostic du CNRC (IBD-CNRC) et appartenant à la grappe biomédicale du Manitoba; et le dépôt d'un brevet sur un biomarqueur du cancer de la prostate par l'ITI-CNRC, en collaboration avec l'Institut Atlantique de recherche sur le cancer, deux membres de la grappe du secteur des technologies de l'information au Nouveau-Brunswick.

Le CNRC a également poursuivi ses efforts en vue de développer, de mettre sur pied et d'exploiter des installations de partenariat industriel (IPI) dans l'ensemble du pays. Ces installations uniques en leur genre favorisent l'exécution de projets de recherche conjoints et servent d'incubateurs à des entreprises naissantes, notamment celles dérivées des activités du CNRC. Au nombre de 15, les IPI sont des centres de ressources pour les petites et moyennes entreprises (PME) ainsi que les nouvelles entreprises; en 2007-2008, 140 entreprises y ont poursuivi leur gestation, ce qui représente une hausse de 10 % par rapport à l'exercice précédent.

3. **Soutien industriel intégré qui engage les principaux acteurs**

En 2007-2008, le secteur du Soutien technologique et industriel (STI) du CNRC a travaillé en étroite collaboration avec celui de Recherche et développement afin de concrétiser les priorités du gouvernement fédéral en matière de commercialisation, sous le thème de l'avantage entrepreneurial. Parmi les efforts déployés pour stimuler la

commercialisation des fruits de la recherche, mentionnons l'octroi de licences d'exploitation de technologies, l'aide à la précommercialisation, les services de mentorat, les services de veille concurrentielle, l'accès aux réseaux nationaux et internationaux, la diffusion du savoir et des compétences, ainsi que l'aide à la création de nouveaux produits ou technologies par les entreprises.

Les conseillers en technologie industrielle (CTI) du CNRC ont mis à profit les capacités développées par le CNRC pour alimenter les services de veille technologique concurrentielle destinés aux entreprises canadiennes. Grâce aux renseignements ainsi obtenus, les clients du CNRC peuvent plus facilement prendre des décisions éclairées sur leurs investissements technologiques et sur les orientations à donner à la recherche. Une étude réalisée en cours d'exercice a démontré que dans l'espace des cinq dernières années, les ventes des entreprises clientes du PARI-CNRC se sont accrues en moyenne de 28 %, que l'effectif global de ces entreprises a crû de 30 %, tandis que la valeur de leur actif a bondi de 15 %.

Le CNRC offre aux entreprises des services d'information technique et scientifique et de veille concurrentielle assortis d'outils et de fonctions de pointe pour donner aux milieux canadiens de la recherche et de l'innovation les moyens d'accélérer les activités de découverte, d'innovation et de commercialisation. Au cours de 2007-2008, le CNRC a traité 485 000 demandes de documents qui lui ont été adressées par des clients des universités, du secteur de la santé, de l'administration publique et de l'industrie. Une nouvelle gamme de services, offerts sous le thème Découvrir, a été lancée afin de donner aux Canadiens une façon simple et rapide d'accéder à la collection du CNRC comptant plus de 15 millions d'articles scientifiques et techniques. La Bibliothèque virtuelle donne aux employés des instituts accès, de leur poste de travail, à une série de bases de données et de revues électroniques grâce aux licences négociées. En douze mois, le site a reçu 258 000 visites. Le CNRC continue par ailleurs de publier des revues scientifiques qui ont un lectorat de 13 900 abonnés dans 101 pays. En 2007-2008, 6 192 auteurs ont fait publier des articles dans 16 revues à comité de lecture réputées. De plus, le CNRC a publié cinq monographies, et neuf autres sont en production.

4. **Gestion du programme de manière à assurer la viabilité de l'organisation**

L'exécution de travaux de R-D de pointe et la prestation de services d'aide à l'industrie canadienne afin que leurs activités soient davantage axées sur la technologie et qu'elles soient plus innovatrices exige un équipement et des infrastructures d'avant-garde ainsi que des chercheurs, des ingénieurs et d'autres professionnels hautement qualifiés. Au cours de 2007-2008, le CNRC a élaboré son plan d'activités pour les trois prochaines années financières. Dans ce plan, le CNRC décrit l'approche qu'il entend prendre pour améliorer la marge de manœuvre financière de l'organisation tout en s'assurant que les ressources financières et non financières concourent à l'exécution des programmes prioritaires de l'organisation. Le CNRC a adopté un nouveau processus d'affectation des ressources au cours du quatrième trimestre de 2007-2008, exigeant de tous les instituts, programmes et directions qu'ils préparent et soumettent chaque année des plans d'activités. Les initiatives proposées sont financées en fonction de la concordance des

plans d'activités individuels avec le plan d'ensemble du CNRC et de leur capacité à aider le CNRC à respecter ses priorités et celles contenues dans la stratégie fédérale en S-T.

D'importants investissements dans l'infrastructure de S-T ont été également consentis au cours de l'exercice. Environ 5,7 millions de dollars ont été investis pour répondre aux besoins les plus pressants en matière d'infrastructures, en particulier au chapitre de la santé et de la sécurité ainsi que de la gestion du cycle de vie de l'actif. Le CNRC continue aussi d'investir dans sa capacité de vérification interne afin de renforcer la responsabilisation dans le cadre de l'exécution des programmes. Cinq vérifications internes ont été menées au cours de la période et six autres ont été entreprises. Les rapports de vérification sont examinés par le Comité de la vérification, de l'évaluation et la gestion du risque, un sous-comité du Conseil du CNRC, lequel est composé de personnes extérieures au CNRC. Au chapitre de la vérification externe, le CNRC met actuellement à exécution les recommandations fournies par le Bureau du vérificateur général du Canada (BVG).

Indicateurs de rendement

En 2007-2008, le CNRC a joué un rôle clé en aidant le Canada à réaliser son plein potentiel dans les domaines d'importance pour l'économie actuelle et future du pays qui correspondent aux priorités de la population et du gouvernement. Pour y arriver, le CNRC a travaillé au Canada et à l'étranger en collaboration avec des entreprises, des universités et des partenaires du secteur public. La création de valeur par le savoir, la mise en place d'une infrastructure nationale de S-T, le maintien et l'élargissement des alliances internationales et le soutien aux activités de commercialisation des résultats de la R-D fédérale sont autant d'éléments qui font partie intégrante des activités du CNRC.

Nouveaux brevets

L'obtention d'un brevet est une étape clé dans le continuum menant de la découverte à l'innovation. La gestion stratégique de la propriété intellectuelle (PI) contribue à accroître la capacité d'innovation des entreprises. En 2007-2008, le CNRC a demandé 196 nouveaux brevets et en a obtenu 69 à la suite de demandes antérieures. Quarante neuf pour cent de ces brevets ont été accordés aux États-Unis, un indicateur de compétitivité reconnu par l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). S'appuyant sur les résultats d'une étude comparative effectuée à l'interne en 2003 et portant sur plusieurs pratiques exemplaires de gestion de la PI, le CNRC a modifié son approche et a pris des mesures pour éviter les divulgations trop hâtives, a commencé à effectuer des études de marché et des analyses de brevets et s'est mis à analyser régulièrement son portefeuille de PI afin d'en tirer le maximum de valeur commerciale et de mieux déceler et développer la propriété intellectuelle présentant « un potentiel commercial élevé ».

Licences d'utilisation et redevances

Le partenaire du CNRC qui négocie l'obtention d'une licence d'utilisation d'une des technologies de l'organisme confirme, ce faisant, le mérite de la recherche effectuée au

CNRC. Ces contrats de licence contribuent directement à la transformation des innovations en applications commerciales. Le CNRC a conclu 98 nouveaux contrats de licence en 2007-2008 et les redevances touchées sur sa propriété intellectuelle en 2007-2008 se sont élevées à 9,47 millions de dollars.

Un peu plus de 4,1 millions de dollars des revenus générés par la PI en 2007-2008 viennent directement du vaccin contre la méningite C développé par l'Institut des sciences biologiques du CNRC (ISB-CNRC). L'Institut de recherche en construction du CNRC (IRC-CNRC) a quant à lui reçu environ 2 millions de dollars pour l'utilisation, dans les codes provinciaux du bâtiment, de l'information publiée dans les codes nationaux du bâtiment et de prévention des incendies.

Voici quelques exemples des technologies du CNRC cédées sous licence à l'industrie en 2007-2008 :

- L'Institut de recherche aérospatiale du CNRC (IRA-CNRC) a signé une entente de licence avec Standard Aero Limited pour des méthodes d'évaluation non destructives et des techniques connexes d'évaluation de la durée de vie des composants utilisés dans les turbines à gaz. Cette licence accroît les capacités d'une entreprise canadienne de taille moyenne à grande à fournir des services au marché international de la réparation des moteurs.
- Le Centre d'essais dynamiques des toitures SIGDERS a été cédé sous licence par l'IRC-CNRC à l'entreprise Les Laboratoires Shermont en avril 2007.
- L'Institut des matériaux industriels (IMI-CNRC) a cédé sous licence une technologie scanner basée sur l'interférométrie de lumière à basse cohérence à Biocad Inc., pour faciliter l'installation d'implants dentaires. Grâce à cette technologie les revenus et le nombre d'employés de Biocad se sont accrus et l'entreprise a récemment signé plusieurs ententes de commercialisation avec des partenaires américains et européens.
- Tecnar Automation Ltd., l'une des premières entreprises dérivées de l'IMI-CNRC, s'est vu octroyer une licence de technologie pour effectuer des analyses en temps réel afin d'améliorer la qualité des plaques d'acier galvanisé utilisées dans l'industrie automobile.
- L'IRA-CNRC a transféré les capacités en matière de technologies de moulage par transfert de résine (RTM) à Delastek, une PME canadienne. Ce transfert a permis à Delastek de devenir le premier fabricant par RTM de pièces pour les entreprises aérospatiales au Canada, passant de la production de pièces de véhicules récréatifs à celle de composants aérospatiaux.

Les brevets, licences et accords de recherche conjointe peuvent être utilisés pour démontrer les résultats des efforts de commercialisation des fruits de la R-D du CNRC et de leur contribution à la création d'un avantage entrepreneurial pour le Canada.

Entreprises dérivées (par essaimage et par transfert)

Lorsque le CNRC développe une technologie ayant un potentiel commercial important sans qu'il y ait au Canada une entreprise capable d'absorber cette technologie, de nouvelles entreprises sont parfois créées afin de la commercialiser. Ces nouvelles

entreprises génèrent des produits et services novateurs pour le marché mondial et créent des emplois pour les Canadiens. En 2007-2008, le nombre total de nouvelles entreprises créées depuis 1995 s'élevait à 68, ce qui représente environ 552 emplois à temps plein et des investissements cumulatifs estimés à 470 millions de dollars – une augmentation de 8 % par rapport à l'an dernier. En 2007, les investissements de toutes provenances dans les nouvelles entreprises créées par le CNRC se sont élevés à 87 millions de dollars.

Articles publiés dans des revues scientifiques à comité de lecture, des comptes rendus de conférences et des rapports techniques

Le nombre d'articles scientifiques publiés dans les grandes revues savantes à comité de lecture et de comptes rendus de conférences est une mesure traditionnelle reconnue à l'échelle internationale de la qualité et de la pertinence des recherches effectuées. Ces articles sont aussi un outil clé de diffusion du savoir et de création de richesses à long terme pour le Canada. Au cours des cinq dernières années, les chercheurs du CNRC ont constamment produit plus d'un millier d'articles dans des publications à comité de lecture. En 2007-2008, ils ont notamment publié 1 330 articles dans des revues à comité de lecture. Les chercheurs du CNRC ont par ailleurs présenté 821 communications dans le cadre de conférences scientifiques et technologiques et produit 1 541 rapports techniques pour le compte de clients.

Réseaux de chercheurs et centres d'excellence

La participation des chercheurs du CNRC aux activités de réseaux et de centres d'excellence regroupant de multiples chercheurs ainsi que le nombre de projets de recherche évalués par un comité et subventionnés par des organismes externes témoignent aussi de manière éloquente de l'excellence des recherches effectuées. En 2007-2008, les chercheurs du CNRC ont participé aux travaux de 118 réseaux de recherche, occupé 217 postes au sein de comités de rédaction de revues scientifiques et ont été nommés à 473 postes de professeur auxiliaire dans des universités canadiennes. En 2007-2008, les chercheurs du CNRC et leurs partenaires universitaires ont reçu 297 subventions des organismes subventionnaires (comme le CRSNG et Génome Canada) Au total, ces subventions se sont élevées à 29,3 millions de dollars pour la durée de vie des projets.

Nombre et valeur des accords de collaboration internationaux

En plus de travailler avec ses partenaires universitaires, le CNRC a signé en 2007-2008 avec des partenaires canadiens 407 nouveaux accords de recherche conjointe officiels d'une valeur globale de 159 millions de dollars. La valeur totale des accords pendant toute leur durée prévue a grimpé à 493 millions de dollars en 2007-2008. Le nombre et la valeur des accords de collaboration constituent des indicateurs permettant de prévoir l'intensité future des activités de recherche au Canada. Pour chaque dollar investi par le CNRC, ses partenaires canadiens investissent 3,10 $.

La participation à des projets et consortiums internationaux expose les étudiants, les chercheurs et les entreprises du Canada à ce qui se fait de mieux dans le monde. En 2007-

2008, le CNRC a signé avec des partenaires internationaux 118 nouveaux accords formels de collaboration d'une valeur totale de 109 millions de dollars. Le nombre total d'accords de collaboration internationaux en vigueur est semblable à celui enregistré l'an dernier, leur valeur sur l'ensemble de leur durée atteignant presque 174 millions de dollars. Pour chaque dollar investi par le CNRC, ses partenaires internationaux investissent 3,41 $.

On trouvera dans le Rapport ministériel sur le rendement du CNRC de 2007-2008 les faits saillants du rendement de l'organisme.

Lien entre le CNRC et les domaines de résultats visés par le gouvernement du Canada

Résultat stratégique :

Une économie novatrice axée sur le savoir pour le Canada grâce à la recherche et au développement, à la commercialisation des technologies et au soutien industriel

L'activité de programme Recherche et développement du CNRC contribue à une économie novatrice axée sur le savoir en lançant des projets de recherche scientifiques et industriels, en contribuant à ces projets ou en assurant leur promotion. Le CNRC est au sein de l'administration fédérale le principal fournisseur de services de recherche et le plus important dépositaire des installations de recherche fédérales. Il mène des projets de R-D d'avant-garde qui appuient la croissance de l'industrie canadienne et trouve des solutions aux problèmes nationaux que sont la santé, les changements climatiques, l'environnement, les sources d'énergie propre etc. Le CNRC répertorie les possibilités de projets scientifiques et technologiques au Canada et adapte ses activités scientifiques en recherche et développement de manière afin de mieux répondre aux priorités et aux besoins nationaux.

L'activité de programme Soutien technologique et industriel du CNRC contribue au dynamisme économique grâce à l'aide qu'elle apporte à l'industrie et à la commercialisation. Le CNRC procure aux entreprises canadiennes un accès au savoir et à des technologies à la fine pointe grâce à des accords de collaboration et à des partenariats, et à des possibilités de commercialisation de produits et services en obtenant sous licence le droit d'utiliser les technologies brevetées du CNRC. Ces technologies à la fine pointe du progrès ouvrent de nouveaux marchés aux entreprises canadiennes et leur procurent un avantage concurrentiel sur les marchés mondiaux. Une économie intérieure forte bénéficie à tous les Canadiens.

De plus, le CNRC contribue indirectement aux domaines de résultats suivants établis par le gouvernement du Canada : un environnement propre et sain et des Canadiens en santé. La gérance de l'environnement est assurée par des politiques publiques et repose sur une certaine capacité technologique. Le CNRC procède donc à des recherches de pointe dans le domaine des technologies liées aux énergies de remplacement, comme les piles à combustible et l'hydrogène, et contribue à l'élaboration de méthodes de fabrication perfectionnées et efficaces dans les secteurs de l'automobile et de l'aérospatiale. Les

activités de R-D axées sur les océans et la bioremédiation contribuent également à un environnement durable sain pour les Canadiens et pour le monde entier. Le CNRC participe à l'amélioration de la santé des Canadiens par ses activités de R-D visant la découverte de produits nutraceutiques ou pharmaceutiques et l'élaboration de protocoles diagnostics et thérapeutiques novateurs. Le recours à certaines plantes afin d'améliorer la santé est un domaine en pleine croissance et les recherches du CNRC aident les entreprises canadiennes qui souhaitent s'engager sur cette voie.

Commentaires et analyse des états financiers

Introduction

Les commentaires et l'analyse des états financiers (CAEF) qui suivent devraient être lus de concert avec les états financiers vérifiés et les notes complémentaires du Conseil national de recherches du Canada (CNRC) pour l'exercice financier ayant pris fin le 31 mars 2008.

La responsabilité de la préparation des CAEF incombe à la direction du CNRC. Ils ont été préparés conformément à l'Énoncé de pratiques recommandées dans le secteur public (PR-1).

Les CAEF ont pour objet de fournir de l'information et des explications qui permettent au lecteur de mieux saisir la situation financière et les résultats d'exploitation du CNRC, tout en démontrant la responsabilisation de l'organisme à l'égard de ses ressources. D'autres données de rendement sont publiées dans le Rapport ministériel sur le rendement du CNRC de 2007-2008.

Les présents CAEF comprennent deux volets : « Faits saillants » et « Commentaires et analyse ». Tous les montants présentés dans le présent document sont libellés en dollars canadiens, sauf mention contraire.

Note spéciale concernant les déclarations prospectives

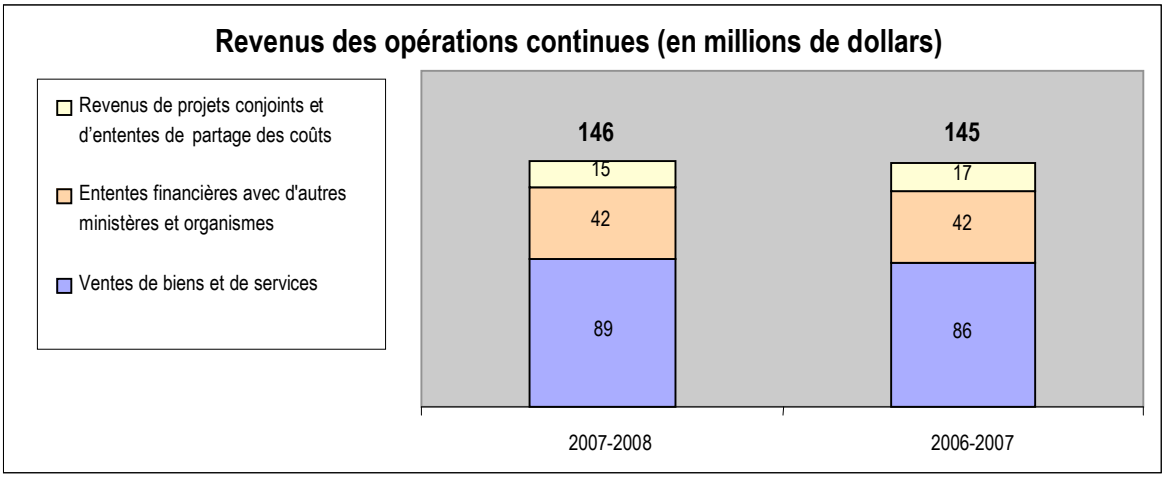
Les mots « estimer », « fera », « avoir l'intention de », « devrait », « prévoir » ainsi que les expressions similaires et les verbes portant la marque du futur sont utilisés dans le contexte des déclarations prospectives. Ces énoncés reflètent des hypothèses et des attentes du CNRC fondées sur son expérience et sa perception des tendances et de la conjoncture actuelle. Même si le CNRC estime que les attentes exprimées dans ces déclarations prospectives sont raisonnables, elles pourraient ne pas se concrétiser et par conséquent, les résultats réels du CNRC pourraient être substantiellement différents des attentes exprimées dans les présents CAEF. Plus particulièrement, les facteurs de risque décrits à la section « Risques financiers et incertitudes » du présent rapport pourraient faire en sorte que les résultats réels ou les événements soient considérablement différents de ceux envisagés dans les déclarations prospectives.

Faits saillants de 2007-2008

Faits saillants financiers

État des résultats

Revenus : Il est important pour le CNRC de générer des revenus, non seulement pour financer ses dépenses de fonctionnement et ses dépenses en immobilisations, mais aussi parce que ces revenus sont, dans une certaine mesure, révélateurs de la valeur des services fournis par le CNRC à ses clients et collaborateurs. Le CNRC a affiché des revenus de 155 millions de dollars en 2007-2008. Bien que le revenu total ait diminué par rapport aux 170 millions de dollars enregistrés en 2006-2007, la réduction n'est pas due aux opérations continues mais plutôt à des transactions exceptionnelles. Les ventes de biens et de services, les revenus des ententes financières avec d'autres ministères à l'exclusion des ajustements de revenu liés au programme Partenariat technologique Canada (PTC), et les revenus de projets conjoints et d'ententes de partage des coûts se sont chiffrés à 146 millions de dollars en 2007-2008, par rapport à 145 millions de dollars en 2006-2007.



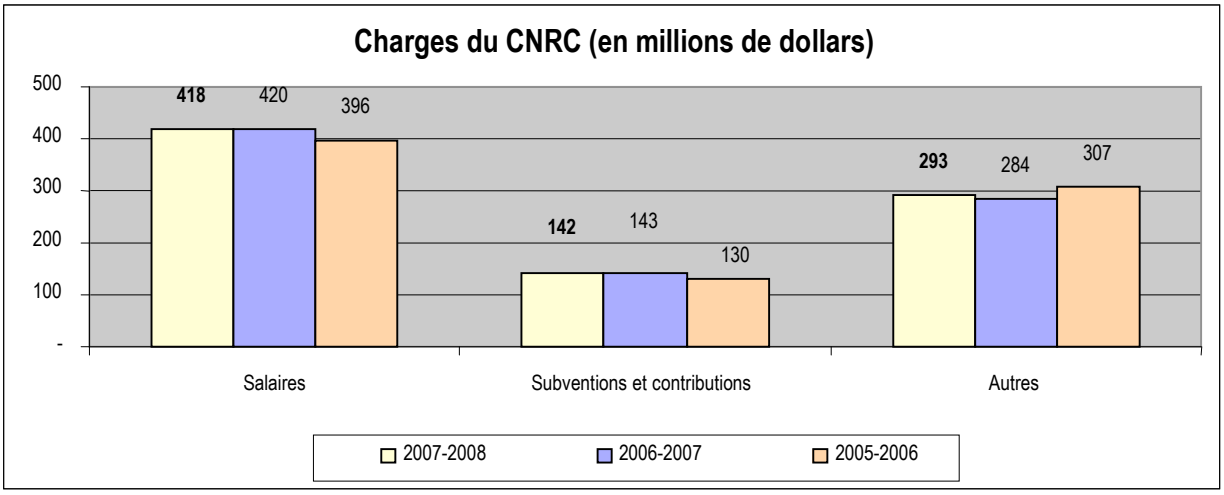
De plus amples détails sur des composantes du revenu sont fournis dans la section « Analyse financière ».

Charges : Au cours des trois derniers exercices, les charges totales du CNRC n'ont augmenté que légèrement. En fait, elles n'ont augmenté que de 2,3 % depuis 2005-2006. De plus, les principales composantes des charges du CNRC sont demeurées stables, comme le montre le diagramme ci-après. Les deux catégories de charges suivantes sont de la plus haute importance pour le CNRC, tant du point de vue de la recherche que du point de vue des coûts et représentent 66 % des dépenses totales. Les autres variations significatives de charges sont expliquées dans la section « Analyse financière ».

- ***Personnel :*** Les coûts associés aux salaires et aux avantages sociaux futurs représentent 49 % des charges totales du CNRC, telles que présentées en détail dans les Notes complémentaires aux états financiers. Les frais relatifs au personnel constituent le facteur de coûts le plus important pour le CNRC. Les salaires et les avantages sociaux futurs ont diminué, étant de 418 millions de dollars en 2007-2008 contre 420 millions de dollars pour l'exercice précédent. Les hausses normales de salaire pour 2007-2008 sont principalement compensées par une charge exceptionnelle en 2006-2007 s'élevant à 11,6 millions de dollars, attribuable au règlement en matière d'équité salariale intervenu avec l'Association des employés du Conseil de recherches, montant versé à titre de compensation des gains perdus et des intérêts courus à tous les employés admissibles entre le 1er avril 1989 et le 31 mars 1999, ainsi qu'au paiement des salaires rétroactifs découlant de la signature de trois conventions collectives.

  De plus, les charges au titre des salaires et des avantages sociaux futurs englobent les charges liées à un exercice de réalignement qui a été réalisé en 2007-2008. Cet exercice, bien que difficile, a été mené à bien en vue de mieux aligner les ressources sur la stratégie du CNRC et de mieux positionner l'organisme pour l'avenir.

- ***Subventions et contributions :*** Les subventions et les contributions sont demeurées relativement stables en 2007-2008. Le CNRC a versé des contributions nettes totales de 142 millions de dollars en 2007-2008, par rapport à 143 millions de dollars en 2006-2007. Les contributions nettes du Programme d'aide à la recherche industrielle du CNRC (PARI-CNRC) (80,6 millions de dollars) et les contributions au laboratoire de TRIUMF pour la recherche en physique nucléaire et en physique des particules (51,5 millions de dollars) représentent 93 % des contributions apportées par le CNRC dans l'exercice financier en cours. Les contributions versées par l'institut Herzberg d'astrophysique du CNRC (IHA-CNRC) pour soutenir les télescopes internationaux (9,2 millions de dollars) représentent plus de la moitié des subventions et contributions restantes.

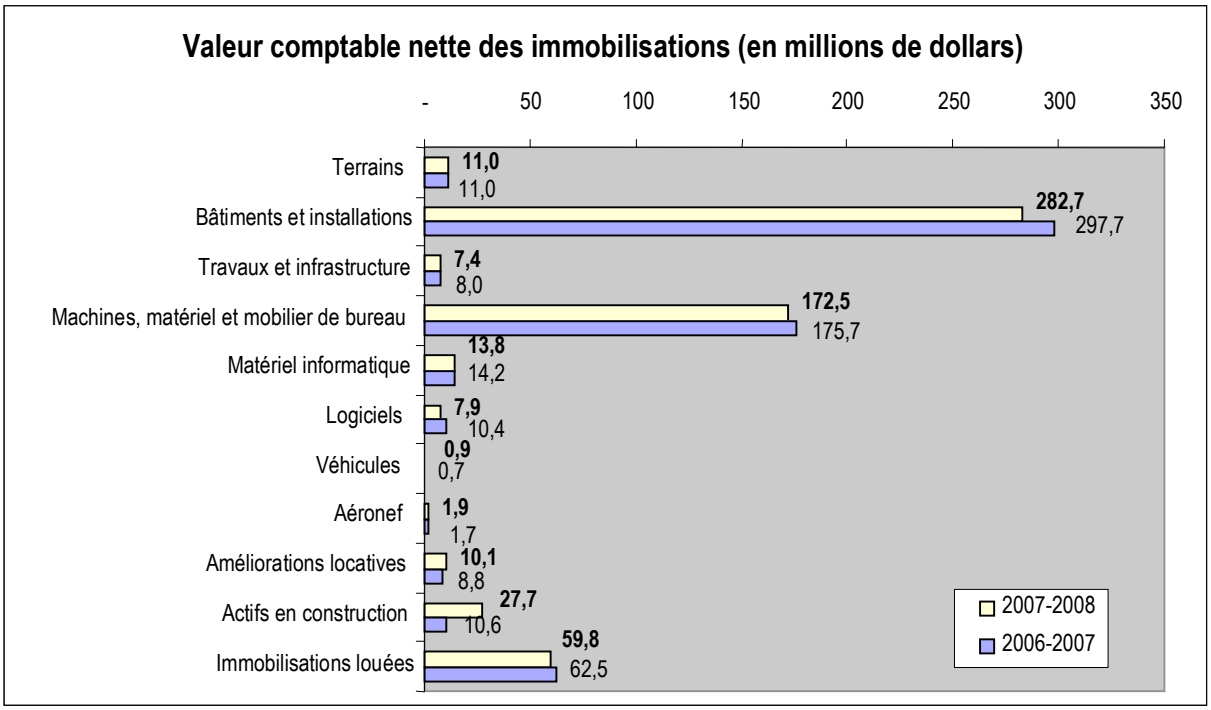


État de la situation financière

Actifs : Les actifs totaux du CNRC dénotent sa capacité future de fournir des services pour les Canadiens. Au 31 mars 2008, les actifs totaux du CNRC se chiffraient à 851 millions de dollars.

Les immobilisations, qui constituent l'élément le plus important des actifs du CNRC, représentent 70 % du total. Les actifs suivants sont décrits pour mettre en évidence l'activité du CNRC avec ses clients des secteurs public et privé.

- ***Immobilisations :*** En 2007-2008, le CNRC a acquis ou construit pour 60,9 millions de dollars en immobilisations, ce qui porte à 596 millions de dollars la valeur comptable nette de ses immobilisations. L'infrastructure du CNRC est un élément essentiel à l'exécution de son mandat et, à ce titre, l'organisme doit constamment réinvestir dans ses immobilisations. Comme le montre le diagramme suivant, les principales dépenses d'investissement du CNRC portent sur les bâtiments et les installations de recherche ainsi que sur les machines et le matériel. Ensemble, ces immobilisations représentent plus de 75 % des investissements en capital.



- ***Créances :*** Le CNRC a en permanence un montant important de créances étant donné qu'il finance une grande partie de ses dépenses de fonctionnement et d'investissement au moyen de revenus de sources externes. Au 31 mars 2008, les créances du CNRC s'élevaient à 27,4 millions de dollars (contre 26,9 millions de dollars au 31 mars 2007).

- ***Stocks destinés à la revente et à la consommation :*** Les stocks destinés à la revente (2,3 millions de dollars) et les stocks destinés à la consommation (2,4 millions de dollars) présentent le futur potentiel de prestation de services du CNRC. Les stocks destinés à la consommation représentent les stocks qui seront utilisés à l'interne par le CNRC pour administrer ses programmes de recherche, et les stocks destinés à la revente sont présentés tels quels aux clients pour leur mise en vente.

Dette nette : La position de la dette nette du gouvernement s'appelle souvent les « futures obligations de revenus » parce que cet indicateur fournit une mesure des futurs revenus nécessaires pour payer des transactions et des événements passés. La dette nette du CNRC *(actifs financiers moins passifs)* a atteint 71 millions de dollars au 31 mars 2008, ce qui représente une baisse de 1 million de dollars par rapport à l'exercice précédent. La diminution de la dette nette signifie que les besoins futurs du CNRC en matière de production de revenus ont diminué de 1,4 %. En outre, la diminution de la dette nette pour l'année en cours indique que les revenus du CNRC en 2007-2008 ont couvert entièrement les dépenses supplémentaires du CNRC, y compris les dépenses en capital.

Avoir du Canada : L'avoir du Canada détenu par le CNRC s'élevait à 541 millions de dollars au 31 mars 2008 (544 millions de dollars au 31 mars 2007), ce qui illustre les ressources nettes (financières et non financières) que le CNRC utilisera pour fournir des services inestimables pour les Canadiens dans le futur. L'avoir du Canada détenu par le CNRC se compose de ses actifs non financiers (612 millions de dollars), desquels il faut déduire sa dette nette (71 millions de dollars). Les immobilisations du CNRC constituent l'élément le plus important des actifs non financiers de l'organisme.

Faits saillants non financiers

Stratégie 2006-2011 du CNRC : Le CNRC a poursuivi en 2007-2008 la mise en œuvre de sa stratégie, intitulée *La science à l'œuvre pour le Canada,* et a ainsi contribué à l'avancement de la stratégie fédérale en S-T. Voici quelques-unes des principales réalisations accomplies au cours de l'exercice :

- Pour contribuer à la création d'un avantage entrepreneurial, le CNRC a élaboré des plans initiaux pour quatre des secteurs industriels clés désignés du CNRC (aérospatiale, construction, technologies de l'information et des communications, fabrication et matériaux). Ces secteurs revêtent une importance économique pour le Canada et les plans élaborés ciblent les priorités de recherche énoncées dans la stratégie fédérale en S-T.
- Pour positionner le Canada à l'avant-garde d'importants développements en santé et en sciences de la vie et conformément à l'un des principes de base de la stratégie, le partenariat, le CNRC a créé un Programme national sur les bioproduits (qui sera mené conjointement par le CNRC et Agriculture et Agroalimentaire Canada), qui comprend des propositions de secteurs cibles pour la R-D.
- Guidé par les principes de base de la stratégie fédérale en S-T, le CNRC a lancé une initiative en nanotechnologie à l'échelle du CNRC et élaboré le plan d'une initiative dans le secteur des matériaux de pointe à l'échelle du CNRC. Cette initiative comprend des activités de recherche fondamentale et d'autres de recherche appliquée dans ce domaine stratégique en pleine émergence.
- Pour promouvoir la collaboration, le CNRC a commencé à établir des relations avec des tierces parties à l'appui des programmes nationaux du CNRC et des secteurs industriels clés revêtant un intérêt national sur les plans social et économique.
- Le CNRC a mis en œuvre un nouveau processus de planification des activités à l'échelle de l'organisation et a réaménagé ses ressources organisationnelles en vue d'appuyer plus

efficacement les priorités de programme du CNRC et les priorités et orientations définies dans la stratégie fédérale en S-T.
- Le CNRC a amorcé une évaluation des installations, de l'équipement et de la technologie de l'information en vue de mieux comprendre les besoins d'investissements à long terme dans les infrastructures et de cerner les possibilités de gains en efficience.
- Le CNRC a lancé un Groupe central des activités commerciales pour aider le CNRC à mieux répondre aux besoins de ses clients.

Gouvernance : Le CNRC a continué de mettre en œuvre un certain nombre de projets pour améliorer ses méthodes de gouvernance, conformément à l'objectif global du gouvernement de rehausser la qualité de la gestion et à la Stratégie du CNRC.

En 2007-2008, une mise à jour sur le rôle du Conseil a été approuvée par les membres en vue d'incorporer davantage de commentaires en matière de gestion financière stratégique. Le conseil d'administration assumera donc la responsabilité de la prestation de conseils financiers stratégiques pour l'examen du budget de l'exercice en cours, y compris les allocations budgétaires initiales; la situation financière découlant des plans pluriannuels du CNRC; le plan d'investissement à long terme du CNRC; et les autres questions susceptibles d'avoir un impact important sur le budget du CNRC.

En 2007-2008, le CNRC a progressé dans la mise en œuvre du modèle de gestion financière, aux termes duquel le chef de la direction financière (CDF) est responsable de la gestion financière au sein de l'organisation devant le contrôleur général et l'administrateur général. Le modèle a été adopté par le CNRC en 2005-2006 par suite des recommandations formulées par le Bureau du contrôleur général à l'intention de tous les ministères et organismes fédéraux.

En 2007-2008, tous les Instituts/Directions/Programmes (IDP) du CNRC ont été enjoints d'élaborer des plans d'activités triennaux continus alignés sur la stratégie du CNRC et la stratégie fédérale des sciences et de la technologie. Ces plans d'activités seront mis à jour annuellement pour refléter l'évolution des facteurs internes et externes ainsi que les décisions et les priorités actuelles du gouvernement fédéral et de la haute direction du CNRC. Le processus de planification des activités non seulement vient appuyer les efforts de planification stratégique à long terme du CNRC, mais fait également office de principal mécanisme de prise de décisions pour l'attribution des ressources financières (qui relèvent du comité de la haute direction du CNRC). L'information contenue dans les plans d'activités devrait aider le CNRC dans ses efforts de budgétisation et de planification financière, de planification des immobilisations à long terme (y compris les biens immobiliers), de planification des ressources humaines et de planification de la technologie de l'information. Enfin, les plans d'activités constituent un véhicule essentiel pour les communications à l'échelle du CNRC, en aidant la haute direction à cerner les occasions de renforcer la collaboration entre les différents secteurs du CNRC.

Vérification des états financiers du CNRC : En 2007-2008, les états financiers du CNRC ont été préparés conformément aux conventions comptables du Conseil du Trésor et aux directives de fin d'exercice émises par le Bureau du contrôleur général, qui sont conformes aux principes comptables généralement reconnus du Canada pour le secteur public. Les états financiers du CNRC ont fait l'objet d'une vérification par la vérificatrice générale du Canada, le vérificateur

indépendant du gouvernement du Canada. La vérification fournit une assurance supplémentaire quant à l'exactitude et au caractère exhaustif de l'information financière du CNRC; le Conseil et à la haute direction du CNRC disposent ainsi d'une l'information fiable sur laquelle ils peuvent baser leurs décisions stratégiques.

Renouvellement des conditions : En 2007-2008, le PARI-CNRC a renouvelé les conditions de son plus important programme de paiements de transfert (72,5 millions de dollars en charges en 2007-2008) pour une période de cinq ans. À ce titre, les petites et moyennes entreprises du Canada continueront de recevoir des contributions technologiques et financières essentielles du CNRC, ce qui accroîtra la capacité du Canada d'innover et de maintenir sa présence sur le marché mondial.

Vérification des bénéficiaires de contributions du PARI-CNRC : En 2007-2008, la vérification effectuée sur un échantillonnage de bénéficiaires de contributions du PARI-CNRC a révélé une amélioration de la conformité aux exigences du programme. En 2007-2008, 87 % des accords de contribution vérifiés ont été certifiés sans réserve. Il s'agit d'une amélioration importante par rapport aux exercices précédents, pour lesquels la proportion des opinions sans réserve était de 54 % en 2006-2007 et de 38 % en 2005-2006. La réussite de cette année est attribuable en bonne partie à la récente mise en œuvre par le PARI-CNRC d'un nouveau cadre de surveillance financière qui incorpore des évaluations de risque avant le commencement de chaque projet et durant sa progression.

Commentaires et analyse

Risques financiers et incertitudes

En tant qu'établissement public de l'administration fédérale, le CNRC finance la majorité de ses dépenses salariales, de ses dépenses de fonctionnement et de ses dépenses en immobilisations au moyen de crédits parlementaires. La portion autre que salariale de ces crédits est fixe et ne comprend aucune mesure d'indexation. En conséquence, le pouvoir d'achat réel du CNRC n'a cessé de diminuer au cours des dix dernières années. L'augmentation des coûts attribuable aux versements tenant lieu d'impôt foncier et aux services publics est particulièrement importante pour le CNRC.

Le CNRC possède et gère 185 immeubles spécialisés d'une superficie globale approximative de 560 140 mètres carrés. Il est aussi propriétaire de systèmes informatiques et d'équipements d'une valeur comptable nette approximative de 197 millions de dollars (203 millions de dollars en 2006-2007). La capacité du CNRC de financer la mise à niveau ou le remplacement de ces éléments d'actifs au moyen de ses crédits actuels est limitée, et il devra donc trouver à cette fin des fonds à l'extérieur de l'organisme.

De plus, depuis 2004, le gouvernement fédéral a annoncé une série de compressions budgétaires touchant tous les ministères dans le cadre de sa stratégie de réalignement et de son initiative visant à accroître son efficacité. Ces compressions ont été durement ressenties par le CNRC et

posent à l'organisme toute une série de défis. L'effet cumulatif de ces réductions s'établit, à ce jour, à 33,3 millions de dollars, auxquelles s'ajoutera une réduction minimum planifiée de 12,9 millions de dollars par année. À court terme, le CNRC a réussi à faire face à ces pressions budgétaires en réduisant ses investissements dans certains de ses programmes.

Pour l'aider à être en mesure de surmonter ces défis, le CNRC met en œuvre depuis 2005-2006 des modifications à sa structure de gouvernance et fait des progrès notables dans l'élaboration d'une nouvelle stratégie d'entreprise bien ciblée. Afin de continuellement améliorer la planification, l'allocation et la surveillance des ressources, le CNRC a mis en œuvre un processus annuel de planification des activités des IDP en 2007-2008.

Des détails sur les autres facteurs exerçant des pressions sur le budget du CNRC sont fournis ci-dessous.

Financement temporaire : Afin d'assurer une optimisation des ressources, le gouvernement du Canada a adopté une pratique qui consiste à financer les nouvelles initiatives sur une base temporaire. Cette pratique fait en sorte que plutôt que d'accorder au CNRC une augmentation permanente de ses crédits, le gouvernement lui octroie des fonds destinés à certaines initiatives sur une période donnée, avec possibilité de renouvellement. Ce renouvellement est conditionnel au rendement, à l'alignement des programmes sur les priorités et à la disponibilité des fonds.

Même si leur financement n'est pas nécessairement garanti sur une base continue, les nouvelles initiatives approuvées par le gouvernement, comme la création de grappes technologiques dans différentes collectivités du Canada, exigent souvent que le CNRC prenne des engagements continus en ce qui a trait à la construction et l'entretien de nouvelles installations spécialisées et à l'embauche d'employés. Par ailleurs, les collectivités qui appuient ces initiatives et qui parfois, y investissent de l'argent, s'attendent également à ce qu'elles soient maintenues au-delà d'une période de financement précise. Ces défis rendent les activités de planification, de budgétisation et d'exploitation de l'organisme encore plus complexes.

Actuellement, le CNRC compte plusieurs initiatives et projets financés sur une base temporaire, notamment les suivants :

- Initiatives de grappes technologiques : Le CNRC a reçu l'autorisation de dépenser un total de 598 millions de dollars en investissements dans des initiatives de grappes technologiques depuis leur lancement en 1999. Jusqu'ici, le CNRC a dépensé 475 millions de dollars. Le financement de toutes les initiatives de grappes technologiques du CNRC prendra fin en 2009-2010, et le CNRC devra alors demander un appui additionnel du gouvernement fédéral.

- Astronomie : Le financement de la première phase du Plan à long terme pour l'astronomie et l'astrophysique du Canada a pris fin le 31 mars 2007. Depuis cette date, le CNRC en assure le financement intérimaire. Un total de 97,5 millions de dollars sur cinq ans est nécessaire pour la deuxième phase du Plan afin de maintenir la contribution du Canada aux télescopes internationaux et d'assurer la poursuite des projets en cours. L'investissement dans la deuxième phase du Plan pourrait entraîner des obligations d'investissements additionnels à

compter de 2010, en fonction des décisions du gouvernement du Canada concernant son futur rôle dans les projets de télescope de trente mètres et de Réseau kilométrique carré.

- Initiatives de R-D en génomique : En 2007-2008, le CNRC a demandé l'approbation de renouveler les Initiatives de R-D en génomique, qui englobe le CNRC ainsi que cinq autres ministères fédéraux. Le financement total demandé jusqu'en 2010-2011 s'élève à 19,9 millions de dollars.

Devises : Le CNRC procède chaque année à des achats de biens et de services d'une valeur approximative de 55 millions de dollars qu'il règle dans une devise autre que le dollar canadien, ce qui l'expose aux variations du taux de change. La majorité des achats payables en monnaie étrangère sont négociés en dollars américains (89 % en moyenne au cours des cinq dernières années). Grâce au renforcement du dollar canadien au cours de la dernière année, le pouvoir d'achat du CNRC a augmenté d'environ 4,2 millions de dollars américains par rapport à 2006-2007. Si la force du dollar canadien se maintient, le CNRC sera avantagé tandis que toute dépréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain aura pour effet de réduire le pouvoir d'achat du CNRC.

L'augmentation du pouvoir d'achat enregistrée en 2007-2008 a par ailleurs été quelque peu contrebalancée par la diminution des recettes en dollars canadiens provenant des ventes à l'étranger. En 2007-2008, le CNRC a touché 34 millions de dollars canadiens sur des ventes de 32,9 millions de dollars américains. En comparaison, en 2006-2007, le CNRC avait eu des recettes de 33,8 millions de dollars canadiens sur des ventes de 29,5 millions de dollars américains.

Dépendance à l'égard des revenus : La nature des activités du CNRC permet à l'organisme de produire des revenus afin de réinvestir dans ses opérations. La dépendance du CNRC à l'égard des revenus venant de sources extérieures ne cesse d'augmenter depuis le début des années 1990. La partie des dépenses de fonctionnement et des dépenses d'immobilisations du CNRC financées à même ces revenus était d'environ 11 % en 1991-1992. En 2007-2008, ce pourcentage a grimpé pour atteindre un peu plus de 24 %.

En particulier, le CNRC compte des centres de technologie qui dépendent de sources de revenus externes pour financer la plus grande partie de leurs activités. Ce sont notamment le Centre de technologie des transports de surface (CTTS-CNRC) et le Centre d'hydraulique canadien (CHC-CNRC). En outre, les deux plus gros instituts du CNRC – l'Institut de recherche aérospatiale du CNRC (IRA-CNRC) et l'Institut canadien de l'information scientifique et technique du CNRC (ICIST-CNRC) dépendent de sources extérieures de revenus pour financer plus de 45 % et de 35 % de leurs activités, respectivement. Tout ralentissement marqué des industries ou des établissements fédéraux que ces groupes appuient aurait des répercussions importantes sur la capacité du CNRC de maintenir ses activités aux niveaux actuels.

Finalement, il importe de souligner que le CNRC doit trouver un point d'équilibre subtil entre la nécessité de fournir les services de recherche qui génèrent les revenus dont il a besoin et la nécessité d'accomplir de la recherche financée par des fonds publics pour se maintenir à la fine pointe de la science, de la technologie et de l'innovation. S'il accorde trop d'importance aux

contrats de recherche générateurs de revenus, le CNRC pourrait compromettre sa base de connaissances et de technologies de pointe, ce qui à long terme, diminuera sa capacité de desservir l'industrie et de répondre aux besoins de recherche nationaux dans des domaines cruciaux comme l'énergie, l'environnement, la santé et le bien-être, et les autres domaines prioritaires décrits dans la stratégie du CNRC.

Analyse financière

L'analyse financière qui suit donne la signification de certains éléments des états financiers, des écarts importants et des tendances financières.

Actifs

Montant à recevoir du Trésor : Ce montant représente le montant d'encaisse que le CNRC peut tirer du Trésor fédéral. Il représente donc la somme au comptant pour libérer des obligations, pour laquelle le CNRC a déjà reçu un crédit, ainsi que les revenus reçus mais non dépensés. La diminution de 3,2 millions de dollars enregistrée entre 2006-2007 et 2007-2008 est attribuable à la diminution des revenus disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs.

Créances

Contributions remboursables du PTC PARI-CNRC

Le programme Partenariat Technologique Canada (PTC) PARI-CNRC est administré par le CNRC au nom d'Industrie Canada depuis 1998. Ce programme offre des contributions à remboursement conditionnel aux petites et moyennes entreprises (PME) afin d'appuyer la pré-commercialisation de leurs nouvelles technologies. Ce programme de contributions à remboursement conditionnel exige dans la plupart des cas le remboursement trimestriel des contributions versées en fonction d'un pourcentage du chiffre d'affaires brut du bénéficiaire. Ce programme a été aboli le 31 mars 2006, mais les accords déjà conclus seront honorés. Les contributions accordées seront donc versées et le remboursement des contributions continuera d'être exigé au cours de la phase de réduction progressive des activités.

Ce programme appuyait des petites entreprises en démarrage dont l'avenir était souvent tributaire d'une technologie unique. Les entreprises dont la technologie n'a pas réussi à percer le marché ont parfois fermé leurs portes. Toutefois, malgré la nature très risquée de ce programme, le CNRC avait touché au 31 mars 2008 des remboursements s'élevant à approximativement 25 % des contributions versées (20 % en 2007). Avec 280 projets encore administrés, ce pourcentage devrait vraisemblablement augmenter au cours de la prochaine décennie.

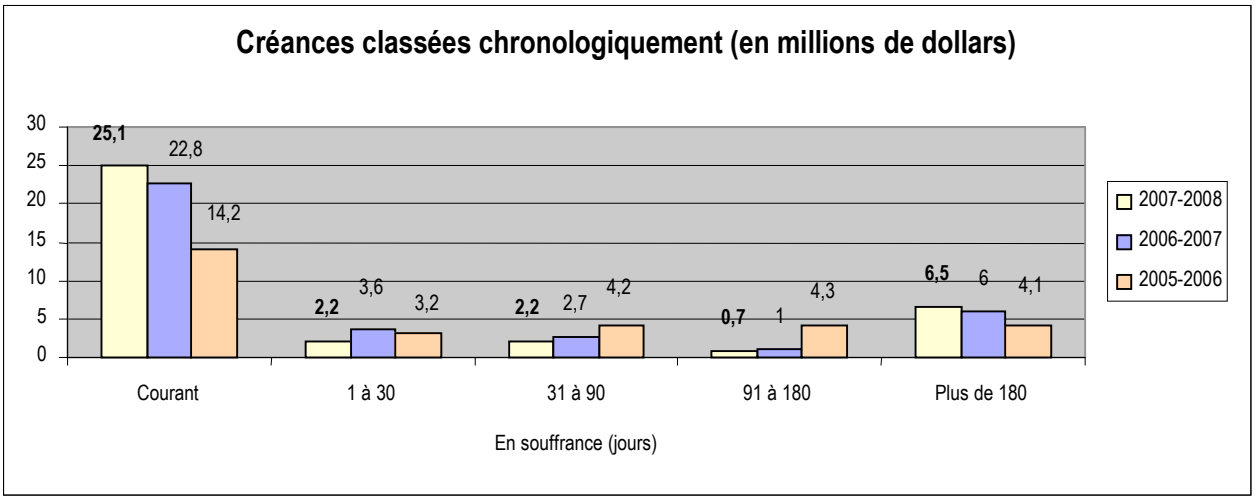
Les créances du PTC PARI-CNRC au 31 mars 2008 s'élevaient à 9,9 millions de dollars (10,7 millions de dollars en 2007) avec une provision correspondante pour créances douteuses de 8,3 millions de dollars (7,1 millions de dollars en 2007), ce qui illustre le caractère très risqué de ce programme.

Créances d'exploitation et recouvrements découlant de la vérification du PARI-CNRC

Au 31 mars 2008, les états financiers du CNRC indiquaient un solde des créances de clients externes de 20,9 millions de dollars (19,6 millions de dollars en 2007) et une provision correspondante pour créances douteuses de 1,1 million de dollars (2,2 millions de dollars en 2007). Ce montant représente les créances pour des travaux menés conjointement avec des clients externes ainsi que les créances découlant des résultats de la vérification du PARI-CNRC. Les radiations en 2007-2008 se sont élevées à 938 000 $ (603 000 $ en 2006-2007), ce qui est peu en regard de la valeur des revenus du CNRC.

Créances classées chronologiquement

Pour 2007-2008 et 2006-2007, 80 % des créances sont classées à 90 jours ou moins. Le CNRC s'est consacré avec succès à recouvrer ses créances. Le classement chronologique de toutes les créances, avant déduction de la provision pour créances douteuses, au 31 mars 2008 se présente comme suit :



Stocks destinés à la revente : Le CNRC produit un certain nombre de biens qui sont achetés par des clients de l'extérieur, notamment les codes modèles nationaux du bâtiment, des monographies et des matériaux de référence certifiés. Les stocks destinés à la revente, qui sont présentés selon le montant le moins élevé du coût ou de la valeur de réalisation nette, ont diminué de 545 000 $ (19 %) par rapport aux valeurs de clôture de 2007. Cette baisse est attribuable à l'augmentation de la provision pour désuétude des stocks, qui est passée de 500 000 $ à 1,1 million de dollars en 2007-2008.

Placements en actions : Dans le cadre de son mandat consistant à promouvoir l'innovation industrielle au Canada, le CNRC aide financièrement des entreprises en leur donnant accès à de l'équipement, à des droits de propriété intellectuelle et à des locaux d'incubation dans ses laboratoires et ses installations de partenariat industriel. Comme ces entreprises n'en sont très souvent qu'à leurs premiers balbutiements, elles n'ont pas la capacité financière d'assumer le coût intégral de l'aide reçue du CNRC. Il arrive donc que le CNRC prenne une participation dans

une entreprise en contrepartie de l'aide fournie. Cette manière de procéder aide l'entreprise à survivre à l'étape critique qu'est le développement de sa technologie. La direction n'a pas l'intention de maintenir des placements en actions pour une longue période. Le CNRC envisagera de se dessaisir au moment opportun des placements en actions dans une entreprise en tenant compte des intérêts, de la fluidité du marché et de la croissance prévue de l'entreprise.

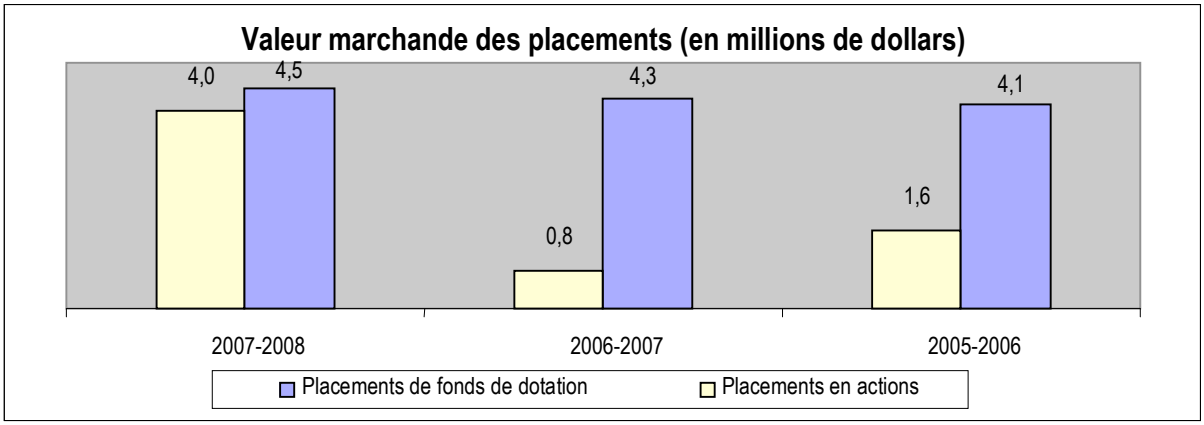
La valeur intégrale figurant au bilan est celle des placements en actions du CNRC dans des sociétés inscrites à la bourse seulement, puisque ses parts dans des sociétés fermées sont réputées n'avoir aucune valeur marchande. Voici le détail des placements du CNRC dans des sociétés ouvertes :

Nom de l'entreprise	Nombre d'actions	Montant inscrit dans les états financiers	Valeur marchande au 31 mars 2008
PharmaGap Inc.	1 305 425	392 933 $	117 488 $
Chemaphor Inc.	1 260 305	252 061 $	277 267 $
Pure Energy Visions Corp.	210 000	1 $	79 800 $
Omnitech Consultant Group Inc.	866 494	1 $	0 $
IMRIS Inc.	795 578	1 $	3 540 322 $
Total	**4 437 802**	**644 997 $**	**4 014 877 $**

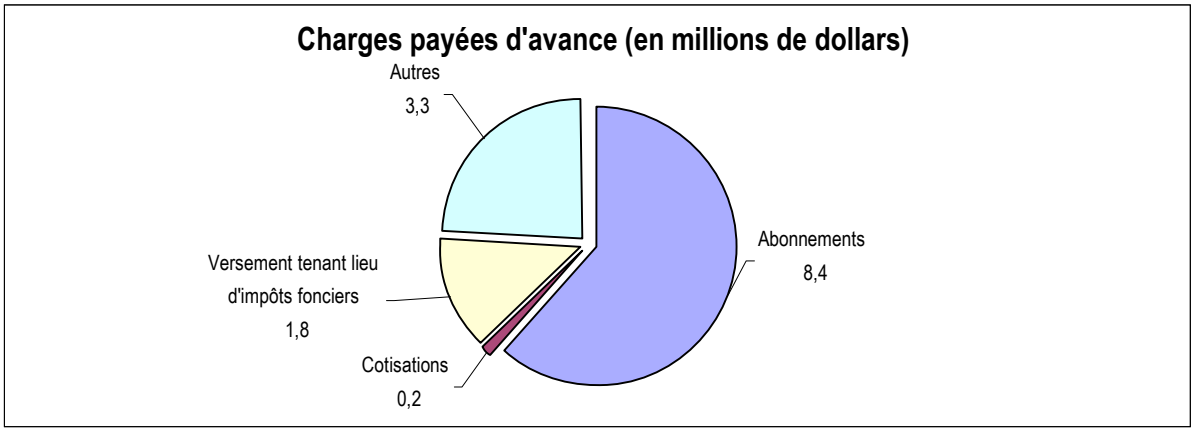
La valeur des placements en actions du CNRC, présentée au bilan à 645 000 $, a atteint une juste valeur marchande de 4 millions de dollars au 31 mars 2008, ce qui représente une augmentation de 3,3 millions de dollars par rapport à l'exercice précédent. L'augmentation est principalement attribuable au premier appel public à l'épargne d'IMRIS Inc., en 2007-2008, dont le CNRC avait reçu des actions ordinaires en règlement d'une dette.

Placements du fonds de dotation Holmes : Le fonds de dotation Holmes est issu d'un placement légué au CNRC en juillet 1994. Une somme correspondant aux deux tiers du revenu net annuel du fonds de dotation sert à financer annuellement la bourse accompagnant le prix H. L. Holmes remis à des étudiants canadiens de niveau postdoctoral et couvrant une période d'un an ou deux. Ces étudiants ont ainsi la possibilité d'étudier dans des écoles d'études supérieures ou des instituts de recherche de réputation mondiale sous la supervision d'éminents chercheurs. En 2007-2008, le CNRC a octroyé 93 000 $ au récipiendaire du prix H. L. Holmes 2007 du CNRC, lequel aura reçu au total 198 000 $ d'ici juillet 2009, date à laquelle prendra fin sa bourse. Cette bourse lui servira à financer deux années de recherche en collaboration à la Harvard Medical School.

En outre, le fonds de dotation a atteint une juste valeur marchande de 4,5 millions de dollars au 31 mars 2008 (4,3 millions de dollars au 31 mars 2007). Les investissements au sein du portefeuille avaient un rendement effectif moyen de 4,7 %. Le fonds de dotation est présenté au bilan à un coût amorti de 4,3 millions de dollars (4,2 millions de dollars au 31 mars 2007) et non à sa juste valeur.



Charges payées d'avance : Au 31 mars 2008, les charges payées d'avance se chiffraient à 13,6 millions de dollars. Le CNRC paie d'avance pour des biens ou des services uniquement lorsqu'il y est tenu par contrat. Les abonnements constituent le principal élément des charges payées d'avance du CNRC. L'Institut canadien de l'information scientifique et technique du CNRC (ICIST-CNRC) est la bibliothèque scientifique du Canada. Cet institut est abonné à de nombreuses revues et bases de données scientifiques et techniques de grande renommée dans le monde.



Immobilisations : La valeur comptable nette d'immobilisations du CNRC a diminué, passant de 601 millions de dollars en 2006-2007 à 596 millions de dollars en 2007-2008. Cette diminution de 5 millions de dollars est expliquée par le fait que l'amortissement du CNRC pendant l'année (66,6 millions de dollars) a dépassé ses acquisitions (60,9 millions de dollars). La valeur des immobilisations s'est accrue de 3 % pour atteindre 1 348 millions de dollars en 2007-2008. Cette augmentation de 40,6 millions de dollars est attribuable à des acquisitions se chiffrant à 60,9 millions de dollars, compensées par des transferts, des aliénations et des radiations au montant de 20,3 millions de dollars.

Acquisitions

Le CNRC a dépensé 60,9 millions de dollars pour l'acquisition d'immobilisations en 2007-2008, un montant légèrement inférieur aux 62,1 millions de dollars dépensés en 2006-2007 (à

l'exclusion de nouvelles immobilisations louées de 58,1 millions de dollars). Sur les 60,9 millions de dollars en nouvelles immobilisations, 21 millions de dollars correspondent à des immobilisations en voie de construction. Le reste se compose essentiellement d'acquisitions en machines et matériel (25,3 millions de dollars) ainsi que d'immeubles et d'installations (7,8 millions de dollars).

Les principales dépenses en immobilisations de 2007-2008 sont détaillées ci-après :

- Projet d'amélioration énergétique en cours au bâtiment de l'Institut de technologie des procédés chimiques et de l'environnement du CNRC (ITPCE-CNRC). Le CNRC a dépensé 2,6 millions de dollars au titre de ce projet en 2007-2008. Une fois terminé, le projet d'amélioration énergétique améliorera l'économie et l'efficacité de fonctionnement du bâtiment, ce qui se traduira par des économies de coûts pour le CNRC. L'ITPCE-CNRC a également installé une génératrice d'urgence au coût de 426 000 $.
- L'Institut de recherche en construction du CNRC (IRC-CNRC) est en train de construire de nouvelles installations qui seront principalement utilisées pour des activités menées dans le cadre de l'initiative de recherche et développement sur l'air intérieur, qui fait partie du Programme sur l'air pur. Les coûts engagés au 31 mars 2008 pour la construction de ces installations s'élèvent à 994 000 $.
- L'Institut de recherche aérospatiale du CNRC (IRA-CNRC) est en train de construire ou de rénover un certain nombre d'installations. Au 31 mars 2008, environ 3,3 millions de dollars ont été dépensés. De plus, l'IRA-CNRC construit un système de placement de fibres pour la fabrication de matériaux composites, qui permettra l'élaboration et la fabrication de pièces en matériaux composites à moyenne et à grande échelle pour des applications aérospatiales. Les coûts de construction de l'équipement se chiffrent actuellement à 5,9 millions de dollars.
- L'Institut des technologies océaniques du CNRC (ITO-CNRC) a remplacé la structure de plage de sa cuve à houle en 2007-2008, au coût total de 750 000 $. Le remplacement de cet élément majeur était nécessaire pour garantir la précision des résultats et le calibre mondial des futures recherches de l'ITO-CNRC.
- L'Institut de biotechnologie des plantes du CNRC (IBP-CNRC) a acheté un nouvel analyseur génétique en 2007-2008 au coût total de 604 000 $. L'instrument offre de l'information de grande qualité et à haut débit sur le séquençage de l'ADN, ce qui est essentiel aux travaux de plusieurs chercheurs du CNRC. Cet instrument est unique au sein du CNRC et dans l'ensemble du réseau de recherche du gouvernement fédéral.
- La plus ancienne propriété du CNRC, située sur la promenade Sussex dans la région de la capitale nationale, a reçu un nouveau puits de lumière et un nouveau système de ventilation en 2007-2008 au coût total de 820 000 $. Les rénovations étaient nécessaires en vue de maintenir une pression atmosphérique adéquate à l'intérieur de l'immeuble.

Passifs

Créditeurs et charges à payer : Les comptes créditeurs et les charges à payer du CNRC ont diminué de 3,1 millions de dollars en 2007-2008, principalement pour les raisons suivantes :

Les salaires à payer, qui représentent la rémunération gagnée par le personnel jusqu'au 31 mars 2008 et pour laquelle il n'a reçu aucune compensation, ont diminué de 2,3 millions de

dollars comparativement à l'exercice précédent. Les charges à payer ont diminué cette année étant donné qu'un ajustement salarial rétroactif avait été inscrit à l'exercice précédent à la suite de la signature des conventions collectives des Services administratifs (AS), du Groupe de soutien administratif (AD) et de la Gestion des systèmes d'ordinateurs (CS). De plus, le CNRC n'avait pas de charge à payer en fin d'année, contrairement à ce qui s'était produit à la fin de l'exercice précédent, pour la partie des versements tenant lieu d'impôts fonciers à la Ville d'Ottawa, étant donné que tout son passif était payé au 31 mars 2008. Cela a baissé les créditeurs et les charges à payer de 2,2 millions de dollars. Les diminutions sont compensées par une augmentation de 1,1 million de dollars des paiements de retenue de garantie en fin d'exercice, étant donné que le CNRC avait plusieurs grands projets de construction en cours.

Indemnités de vacances et congés compensatoires : En raison de la nature des activités du CNRC, un certain nombre de conventions collectives du CNRC n'imposent pas de plafond aux crédits de congés annuels que les employés peuvent reporter aux exercices ultérieurs. Par conséquent, les indemnités de vacances et les congés compensatoires ont augmenté de façon régulière au cours des ans.

Revenus reportés

Contributions liées aux immobilisations louées

Un revenu reporté est reconnu pour les contributions liées aux immobilisations louées. Pour le CNRC, ceci est associé à la location d'installations au montant de 1 $ par année avec l'Université de l'Alberta, l'Université de l'Île-du-Prince-Édouard et l'Université Western Ontario. Au 31 mars 2008, le solde était de 59,8 millions de dollars. Le solde a diminué de 2,7 millions de dollars pendant l'année en cours, et la baisse devrait se poursuivre compte tenu du fait que les revenus associés sont constatés conformément à la durée de vie utile de l'immobilisation visée. Par conséquent, ce compte augmente uniquement lorsque de nouveaux contrats de location-acquisition sont établis. En pareil cas, le CNRC constatera une immobilisation non financière ainsi que des revenus reportés équivalents à la valeur de l'immobilisation. Au fil du temps, le CNRC constate des montants égaux d'amortissement et de revenus. Par conséquent, il n'y a aucun impact sur les coûts de fonctionnement net du CNRC ou l'avoir du Canada.

Comptes à fins déterminées

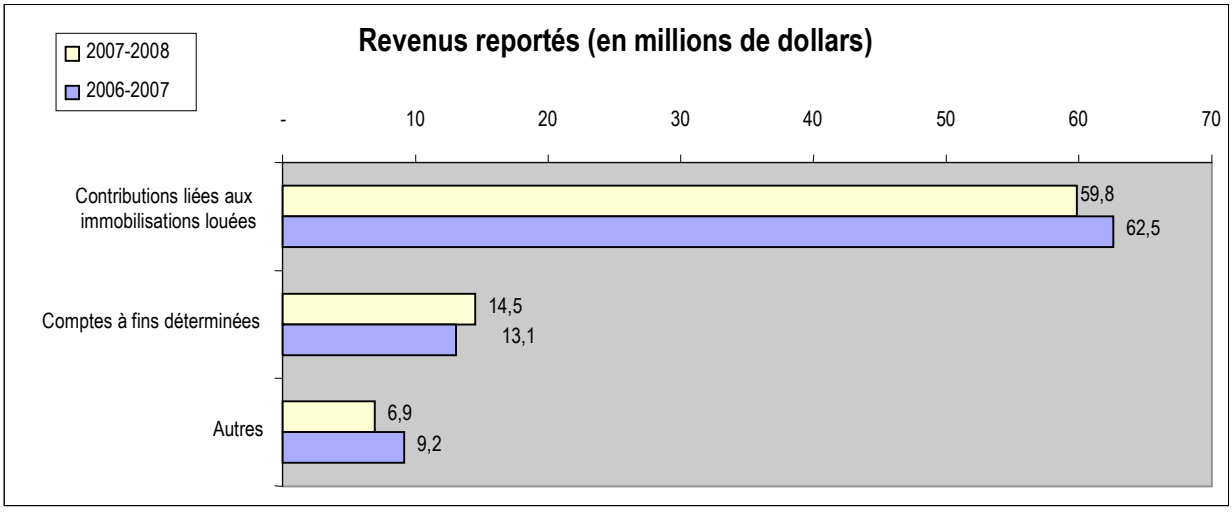
Le CNRC entreprend en collaboration avec ses clients des travaux à l'avantage des deux parties. Le financement fourni par le collaborateur est versé dans un compte à fins déterminées (CFD) et utilisé pendant la durée du projet. Le solde de ces CFD en fin d'exercice est inscrit au poste des revenus reportés, en prévision du fait que ces montants seront utilisés pour le projet concerné, et ce, au cours de l'exercice à venir. À la fin de l'exercice 2007-2008, ce montant atteignait 14,5 millions de dollars, une hausse modeste de 10 % par rapport au total de l'exercice précédent.

Autres

Les autres revenus reportés comprennent essentiellement les revenus reportés tirés des activités des presses scientifiques, ainsi que les revenus reportés provenant des inscriptions aux conférences et aux séminaires. Les revenus reportés du CNRC s'élevaient à 6,9 millions de dollars au 31 mars 2008, contre 9,2 millions de dollars au 31 mars 2007. Cette diminution de 2,3 millions de dollars (25 %) est due principalement à la diminution du nombre d'abonnements non exécutés aux Presses scientifiques au 31 mars 2008 ainsi qu'à la baisse de la valeur du dollar américain étant donné que tous les abonnements aux Presses scientifiques sont payés en devises américaines.

- Presses scientifiques : L'Institut canadien de l'information scientifique et technique (ICIST-CNRC) publie des périodiques de recherche qui sont offerts pour achat sur abonnement. Lorsque le CNRC reçoit le paiement d'un abonnement, il comptabilise le montant au poste des revenus reportés, puis constate le revenu tous les mois lors de la publication de chaque numéro.

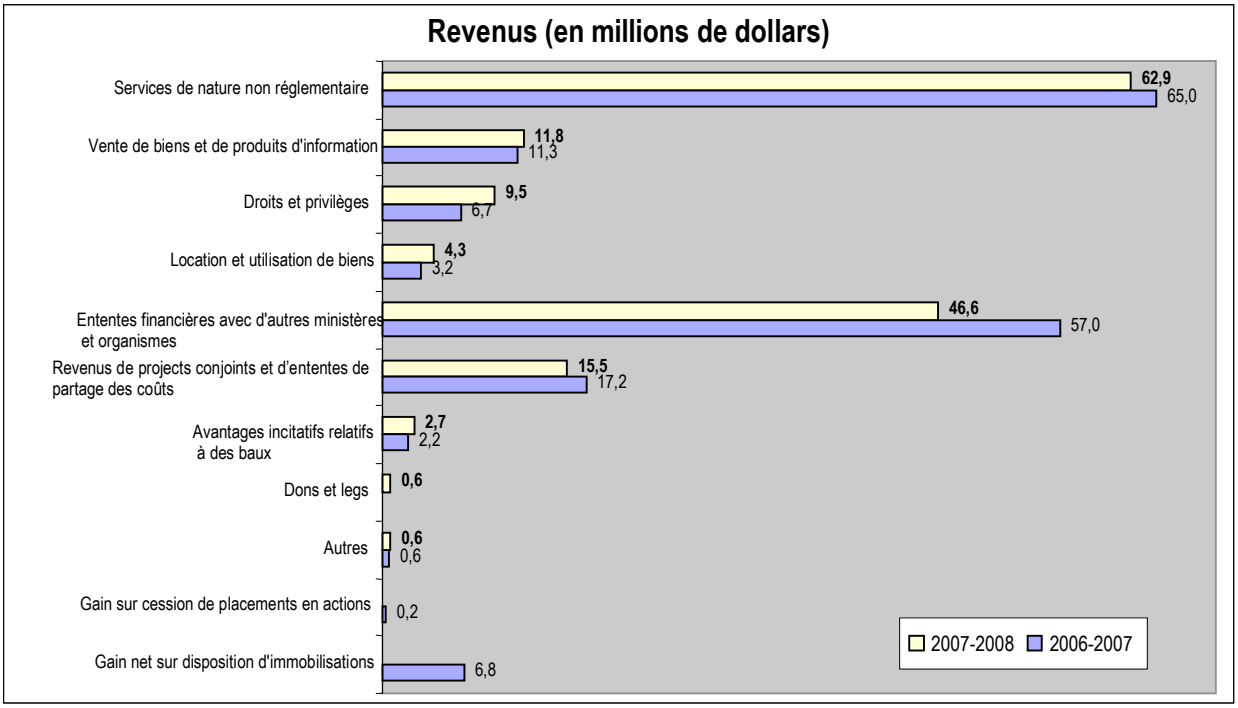
- Inscription aux conférences et séminaires : Le CNRC organise nombre de conférences et séminaires auxquels les participants doivent souvent s'inscrire plusieurs mois à l'avance. Les revenus d'inscription ainsi reçus à l'avance sont portés au poste des revenus reportés et sont constatés à la date où la conférence a lieu.



Passif environnemental : Le passif environnemental du CNRC a diminué en 2007-2008, passant de 300 000 $ à 100 000 $. Le passif estimé pour assainir le terrain a été réduit à la suite d'une étude environnementale exhaustive réalisée sur le site d'enfouissement de déchets solides du CNRC à Penticton. De plus, pour garantir la protection de l'environnement et du public, le CNRC a mis la dernière main en 2007-2008 à son plan visant l'évaluation de tous les sites de recherche qu'il occupe. La première étape, qui devrait être terminée en 2008-2009, consiste à évaluer les risques associés à chacun des sites. Cette première étape est essentielle pour faire en sorte que le CNRC concentre son attention et ses ressources sur les sites de recherche prioritaires.

Revenus

Les revenus du CNRC pour 2007-2008 s'élèvent à 155 millions de dollars, en baisse par rapport aux 170 millions de dollars enregistrés en 2006-2007. Les récentes tendances des éléments de revenus sont illustrées au graphique ci-après. La diminution est attribuable à des transactions isolées puisque, si l'on n'en tient pas compte, les revenus d'opérations continues du CNRC ont en fait augmenté de 1 million de dollars durant l'exercice en cours.



Services de nature non réglementaire : En 2007-2008, le CNRC a tiré 40 % de ses revenus (62,9 millions de dollars) de la prestation de services de nature non réglementaire, qui comprennent principalement les services de recherche assurés directement à une clientèle formée d'entreprises et d'établissements universitaires. En 2007-2008, la part des revenus tirés des services offerts par l'Institut de recherche aérospatiale (IRA-CNRC) et l'Institut canadien de l'information scientifique et technique (ICIST-CNRC) représentait plus de 43 % des revenus totaux du CNRC, en baisse par rapport aux 46 % enregistrés en 2006-2007.

Vente de biens et de produits d'information : Dans le cadre de la poursuite de son objectif de diffusion d'information scientifique et technique pertinente à l'industrie, le CNRC vend à sa clientèle des publications ainsi que des matériaux de référence certifiés. Les ventes totales de biens et de produits d'information ont atteint 11,8 millions de dollars en 2007-2008, comparativement à 11,3 millions de dollars en 2006-2007. La partie la plus importante des revenus provenant de la vente de biens et de produits d'information est attribuable à la vente de revues des Presses scientifiques par la bibliothèque scientifique du Canada. Les revenus des presses scientifiques se sont élevés à 6,5 millions de dollars en 2007-2008, comparativement à 5,8 millions de dollars en 2006-2007. Cette augmentation aurait dû être plus significative, mais

le déclin soutenu de la devise américaine en 2007-2008 en a réduit l'impact, toutes les revues des Presses scientifiques étant vendues en devises américaines.

Droits et privilèges : Le CNRC touche des redevances lorsqu'il cède sous licence à une tierce partie le droit d'utiliser une de ses technologies. Ces redevances représentent habituellement un pourcentage des ventes du titulaire de la licence. En 2007-2008, le CNRC a comptabilisé des redevances de 9,5 millions de dollars, en hausse par rapport aux 6,7 millions de dollars enregistrés au cours de l'exercice précédent et aux 5,8 millions de dollars enregistrés en 2005-2006. La hausse des revenus est attribuable principalement à l'Institut des sciences biologiques du CNRC (ISB-CNRC), dont les revenus ont atteint 5,3 millions de dollars en 2007-2008, comparativement à 3,5 millions de dollars en 2006-2007 et à 3,8 millions de dollars en 2005-2006. Il s'agit essentiellement de redevances perçues sur le vaccin de la méningite de type C.

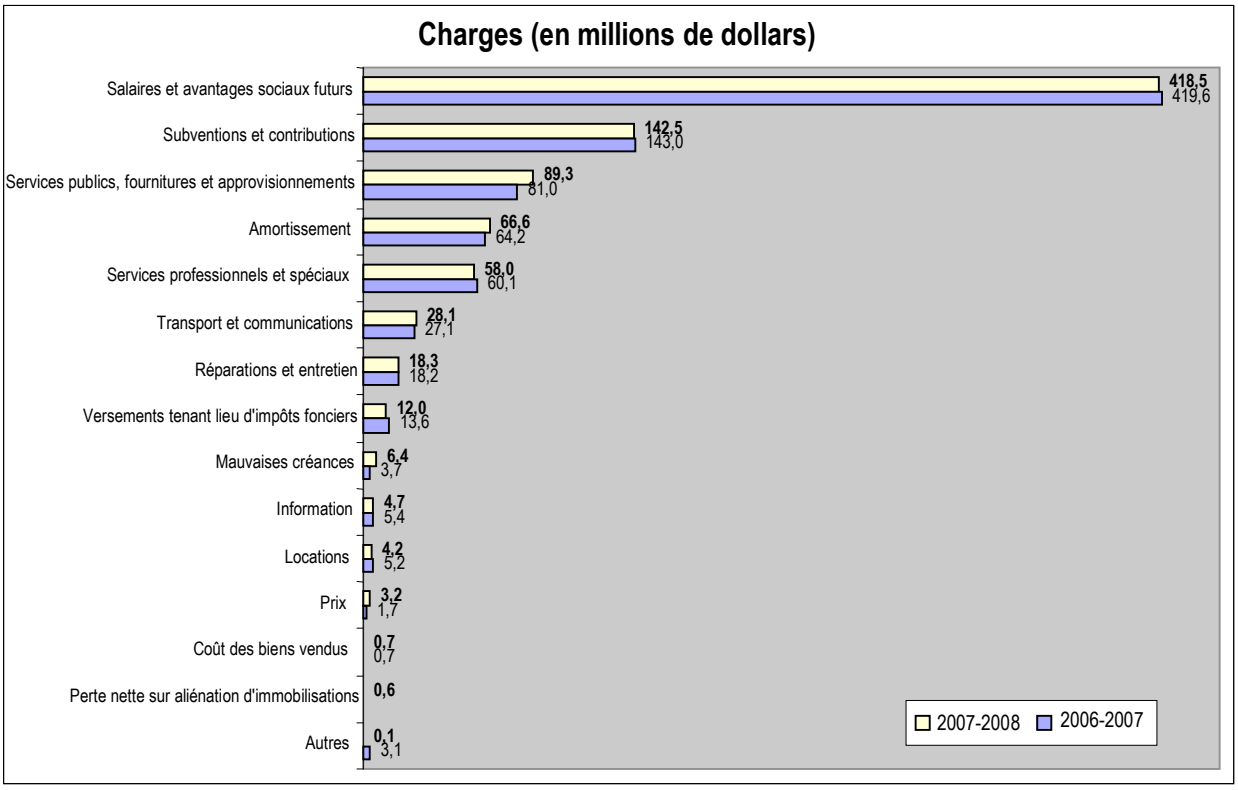
Location et utilisation de biens : Les mesures prises par le CNRC pour faciliter l'accès à ses chercheurs et à ses installations constituent un élément important du transfert des technologies. Le CNRC fournit donc à cette fin, sur une base commerciale, des laboratoires à des entreprises, souvent dans le cadre d'accords de collaboration ou de transfert de technologie. Les revenus tirés de la location et de l'utilisation des installations se sont chiffrés à 4,3 millions de dollars en 2007-2008, contre 3,2 millions de dollars en 2006-2007. L'augmentation de 34 % pour l'année en cours est associée à de nouveaux accords conclus par l'Institut de recherche en biotechnologie du CNRC (IRB-CNRC) et l'institut des matériaux industriels du CNRC (IMI-CNRC).

Ententes financières avec d'autres ministères et organismes : Le CNRC effectue de la recherche pour le compte d'autres ministères fédéraux dans le cadre d'arrangements financiers en vertu desquels les coûts différentiels engagés par le CNRC afin d'effectuer ces travaux lui sont remboursés. En 2007-2008, la valeur des travaux ainsi effectués pour le compte d'autres ministères fédéraux a atteint 46,6 millions de dollars (57 millions de dollars en 2006-2007 et 58,8 millions de dollars en 2005-2006). La baisse de 10,4 millions de dollars est attribuable au programme conjoint Partenariat technologique Canada (PTC) du CNRC et d'Industrie Canada. Le programme de paiements de transfert PTC ayant été aboli le 31 mars 2006, seuls les projets qui ont déjà fait l'objet d'un accord continueront à recevoir du financement du CNRC. Par conséquent, les revenus ont affiché une baisse importante au cours des trois dernières années. En 2007-2008, le CNRC a reçu un total de 4,5 millions de dollars, comparativement à 15 millions de dollars en 2006-2007 et à 18,8 millions de dollars en 2005-2006.

Revenus de projets conjoints et d'ententes de partage des coûts : Le CNRC touche également des revenus dans le cadre de projets de recherche conjoints régis par des ententes de partage des coûts, qui visent principalement la création de nouvelles compétences ou la mise au point de nouvelles technologies. En 2007-2008, les fonds générés par ces projets conjoints dans tous les secteurs du CNRC se sont élevés à 15,5 millions de dollars (17,2 millions de dollars en 2006-2007 et 21 millions de dollars en 2005-2006). Étant donné que les revenus de projets de recherche conjoints sont constatés uniquement à la fin du projet, les revenus peuvent fluctuer légèrement selon le nombre de projets en cours à la fin de l'exercice.

Charges

Comme il a été mentionné à la section « Faits saillants », les charges du CNRC ont augmenté, passant de 847 millions de dollars en 2006-2007 à 853 millions en 2007-2008. Les salaires et avantages sociaux représentent 49 % de cette somme.



Salaires et avantages sociaux futurs

Les salaires ont diminué d'environ 1 million de dollars par rapport à l'exercice précédent. En 2006-2007, trois conventions collectives ont été signées en fin d'exercice, ce qui a entraîné un important rajustement ponctuel de 4 millions de dollars pour des augmentations de salaire rétroactives en plus d'un règlement en matière d'équité salariale au montant de 7,6 millions de dollars. L'absence de rajustement ponctuel en 2007-2008 a été compensée par des augmentations des salaires généraux.

Subventions et contributions

En 2007-2008, les subventions et les contributions du CNRC sont demeurées stables par rapport à l'exercice précédent. La plus grande partie de ce financement est allée à des petites et moyennes entreprises (PME) dans le cadre du PARI-CNRC. En 2007-2008, ce financement a augmenté, passant de 65 millions de dollars à 72,5 millions de dollars. Toutefois, le PARI-CNRC a distribué seulement 2,9 millions de dollars en contributions pour le programme PTC, en baisse par rapport aux 11,6 millions de dollars versés en 2006-2007, en raison de l'élimination progressive du programme. Une diminution de 3,6 millions de dollars des charges au titre des

contributions a également découlé d'une augmentation liée à la provision pour les créances irrécouvrables (ou radiées) de PTC en 2007-2008, le paiement de transfert à Industrie Canada ayant été réduit en conséquence.

La contribution du CNRC à TRIUMF, le laboratoire national pour la recherche en physique nucléaire et en physique des particules, a augmenté de 45,5 millions de dollars en 2006-2007 à 51,5 millions de dollars en 2007-2008. L'augmentation est reliée aux charges de fonctionnement et d'entretien afin de couvrir les coûts de conformité de service. TRIUMF est une association de fait qui exploite un laboratoire de recherche.

Les contributions versées par l'entremise de l'Institut Herzberg d'astrophysique du CNRC (IHA-CNRC) à l'appui des activités des télescopes internationaux ont totalisé 9,2 millions de dollars en 2007-2008, comparativement à 12,6 millions de dollars en 2006-2007. Cette diminution est imputable à des retards dans la construction des instruments ainsi qu'à l'appréciation du dollar canadien qui a accru son pouvoir d'achat.

Services publics, fournitures et approvisionnements

En 2007-2008, les charges liées aux services publics, aux fournitures et aux approvisionnements ont atteint 89,3 millions de dollars, comparativement à 81 millions de dollars en 2006-2007. L'augmentation de 8,3 millions de dollars est principalement attribuable au traitement comptable des charges payées d'avance du CNRC. En 2006-2007, l'ICIST-CNRC a établi une charge payée d'avance pour le renouvellement de ses abonnements à des publications en série, réduisant de ce fait les dépenses engagées en 2006-2007. Par conséquent, les dépenses engagées en 2007-2008 ont augmenté d'environ 5,4 millions de dollars. Le solde peut être attribué à l'IHA-CNRC, qui a engagé des dépenses supplémentaires de 2,9 millions de dollars en 2007-2008 pour les besoins des projets.

Mauvaises créances

La charge de mauvaises créances du CNRC est passée de 3,7 millions de dollars en 2006-2007 à 6,4 millions de dollars en 2007-2008. L'augmentation est attribuable à la radiation des créances irrécouvrables au cours de l'exercice dans le cadre du programme PTC PARI-CNRC, comme il a été mentionné à la section « Subventions et contributions ».

Prix et récompenses

En 2007-2008, le coût des prix et récompenses a atteint 3,2 millions de dollars, contre 1,7 million de dollars en 2006-2007. L'augmentation du coût des prix et récompenses est liée aux revenus tirés des droits et privilèges du CNRC, qui se sont établis à 9,5 millions de dollars en 2007-2008. Les charges au titre des prix et récompenses ont un lien direct avec les revenus du fait que des récompenses au titre des brevets sont versées au personnel lorsque des revenus sont tirés des accords de licence. Le CNRC distribue un maximum de 35 % des revenus gagnés au personnel responsable de la création du brevet commercial. Par conséquent, une augmentation des revenus tirés des redevances se traduit par une augmentation correspondante du coût des récompenses.

Autres charges

Les autres charges se sont élevées à 58 000 $ en 2007-2008, comparativement à 3,1 millions de dollars en 2006-2007. La principale raison expliquant la diminution des autres charges est le règlement de 2,9 millions de dollars sur l'équité salariale reconnu en 2006-2007, somme versée en dommages-intérêts à l'ensemble des employés admissibles membres de l'Association des employés du Conseil de recherches en vertu de la *Loi canadienne sur les droits de la personne*.

États financiers

Vérificatrice générale du Canada
Auditor General of Canada

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

Au Conseil national de recherches du Canada
et au ministre de l'Industrie

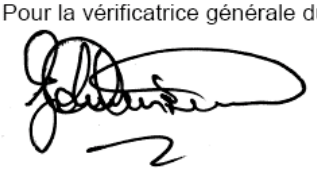
J'ai vérifié l'état de la situation financière du Conseil national de recherches du Canada (le Conseil) au 31 mars 2008 et les états des résultats, de l'avoir du Canada et des flux de trésorerie de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Conseil. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière du Conseil au 31 mars 2008 ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus du Canada.

De plus, à mon avis, les opérations du Conseil dont j'ai eu connaissance au cours de ma vérification des états financiers ont été effectuées, à tous les égards importants, conformément à la *Loi sur la gestion des finances publiques* et ses règlements, à la *Loi sur le Conseil national de recherches* et ses règlements et aux règlements administratifs du Conseil.

Pour la vérificatrice générale du Canada,



John Wiersema, FCA
sous-vérificateur général

Ottawa, Canada
Le 13 juin 2008

240 rue Sparks Street, Ottawa, Ontario K1A 0G6

Conseil national de recherches du Canada

Déclaration de responsabilité de la direction

La responsabilité de l'intégrité et de l'objectivité des états financiers ci-joints pour l'exercice terminé le 2008 et toute l'information figurant dans ces états incombe à la direction du Conseil national de recherches du Canada (CNRC). Ces états financiers ont été préparés par la direction conformément aux conventions comptables du Conseil du Trésor et aux directives de fin d'exercice émises par le Bureau du contrôleur général, qui sont conformes aux principes comptables généralement reconnus du Canada pour le secteur public.

La direction est responsable de l'intégrité et de l'objectivité de l'information présentée dans les états financiers. Certaines informations présentées dans les états financiers sont fondées sur les meilleures estimations et le jugement de la direction et tiennent compte de l'importance relative. Pour s'acquitter de ses obligations au chapitre de la comptabilité et de la présentation des rapports, la direction tient des comptes qui permettent l'enregistrement centralisé des opérations financières du CNRC. L'information financière soumise pour la préparation des *Comptes publics du Canada* et incluse dans le *Rapport ministériel sur le rendement* et le *Rapport annuel* du CNRC concorde avec les états financiers ci-joints.

La direction possède un système de gestion financière et de contrôles internes conçu pour fournir une assurance raisonnable que l'information financière est fiable, que les actifs sont protégés et que les opérations sont conformes à la *Loi sur la gestion des finances publiques*, qu'elles sont exécutées en conformité avec les règlements, qu'elles respectent les autorisations du Parlement et qu'elles sont comptabilisées de manière à rendre compte de l'utilisation des fonds du gouvernement. La direction veille également à l'objectivité et à l'intégrité des données de ses états financiers par la sélection appropriée, la formation et le perfectionnement d'employés qualifiés, par une organisation assurant une séparation appropriée des responsabilités et par des programmes de communication visant à assurer la compréhension des règlements, des politiques, des normes et des responsabilités de gestion dans tout le CNRC.

Le Comité de vérification, d'évaluation et de gestion du risque du CNRC, qui fut créé en juin 2005, doit s'assurer que les procédures d'examen nécessaires sont en place, d'obtenir les résultats des vérifications et des évaluations, surtout en ce qui concerne l'information de nature délicate ou les questions qui suscitent des préoccupations, et d'être informé des mesures correctives que la direction a prises ou prévoit prendre.

Les états financiers du CNRC ont fait l'objet d'une vérification par la vérificatrice générale du Canada, le vérificateur indépendant du gouvernement du Canada.

Le président,

Pierre Coulombe, Ph.D., ing.

Le chef de la direction financière,

Daniel Gosselin, FCA

Ottawa, Canada
Le 13 juin 2008

Conseil national de recherches du Canada
État de la situation financière
31 mars

(en milliers de dollars)	2008	2007
ACTIFS		
Actifs financiers		
Montant à recevoir du Trésor	204 764	207 971
Créances et avances (note 4)	27 364	26 880
Stocks destinés à la revente	2 328	2 873
Placements en actions (note 5)	645	646
Placements de fonds de dotation (note 6)	4 310	4 192
	239 411	242 562
Actifs non financiers		
Charges payées d'avance	13 634	12 750
Stocks destinés à la consommation	2 445	2 111
Immobilisations (note 7)	595 722	601 363
	611 801	616 224
TOTAL DES ACTIFS	**851 212**	**858 786**
PASSIFS ET AVOIR DU CANADA		
Passifs		
Créditeurs et charges à payer (note 8)	127 777	130 853
Indemnités de vacances et congés compensatoires	40 150	39 791
Revenus reportés (note 9)	81 246	84 834
Avantages sociaux futurs (note 10)	61 124	58 788
Passifs environnementaux (note 11)	100	300
	310 397	314 566
Avoir du Canada	540 815	544 220
TOTAL DES PASSIFS ET DE L'AVOIR DU CANADA	**851 212**	**858 786**

Passif éventuel (note 11) et obligations contractuelles (note 12)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Approuvé par:

Le président,

Pierre Coulombe, Ph.D., ing.

Le chef de la direction financière,

Daniel Gosselin, FCA

Conseil national de recherches du Canada
État des résultats
Exercice terminé le 31 mars

(en milliers de dollars)	**2008**	**2007**
Charges (note 13)		
Recherche et développement	601 723	600 627
Soutien technologique et industriel	251 265	246 028
	852 988	846 655
Revenus (note 14)		
Recherche et développement	101 740	109 621
Soutien technologique et industriel	52 790	60 536
	154 530	170 157
Coût de fonctionnement net	**698 458**	**676 498**

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Conseil national de recherches du Canada
État de l'avoir du Canada
Exercice terminé le 31 mars

(en milliers de dollars)	**2008**	**2007**
Avoir du Canada, début de l'exercice	544 220	507 227
Coût de fonctionnement net	(698 458)	(676 498)
Encaisse nette fournie par le gouvernement (note 3)	673 127	655 005
Variation du montant à recevoir du Trésor	(3 207)	30 874
Services reçus gratuitement (note 15)	25 133	27 612
Avoir du Canada, fin de l'exercice	540 815	544 220

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Conseil national de recherches du Canada
État des flux de trésorerie
Exercice terminé le 31 mars

(en milliers de dollars)	**2008**	**2007**
Activités de fonctionnement		
Coût de fonctionnement net	698 458	676 498
Éléments n'affectant pas l'encaisse		
Amortissement des immobilisations	(66 555)	(64 210)
Gain sur cession de placements en actions	-	223
(Perte nette) gain net sur l'aliénation d'immobilisations	(597)	6 823
Services reçus gratuitement (note 15)	(25 133)	(27 612)
Autres	1 166	2 451
Variations dans l'état de la situation financière		
Augmentation des créances et avances	484	5 791
Diminution des stocks destinés à la revente	(545)	(716)
Augmentation des placements de fonds de dotation	118	115
Augmentation des charges payées d'avance	884	7 280
Augmentation (diminution) des stocks destinés à la consommation	334	(105)
Diminution (augmentation) des passifs	4 169	(55 746)
Encaisse utilisée pour les activités de fonctionnement	612 783	550 792
Activités d'investissement en immobilisations		
Acquisitions d'immobilisations	60 939	120 172
Produit d'aliénation d'immobilisations	(594)	(15 327)
Encaisse utilisée pour les activités d'investissement en immobilisations	60 345	104 845
Activités d'investissement		
Produit de cession de placements en actions	(1)	(632)
Encaisse utilisée pour les activités d'investissement	(1)	(632)
Activités de financement		
Encaisse nette fournie par le gouvernement du Canada (note 3)	(673 127)	(655 005)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Conseil national de recherches du Canada

Notes complémentaires aux états financiers

Exercice terminé le 31 mars 2008

---

1. Pouvoirs et objectifs

Le Conseil national de recherches du Canada (le « CNRC ») a été créé en vertu de la *Loi sur le Conseil national de recherches* et est un établissement public conformément à l'annexe II de la *Loi sur la gestion des finances publiques*. Le CNRC a pour objectifs de créer et d'acquérir des connaissances scientifiques et techniques pour répondre aux besoins des Canadiens en matière de développement économique, régional et social et d'en promouvoir l'application, ainsi que d'encourager l'utilisation de l'information scientifique et technique par le public et le gouvernement du Canada.

Dans le cadre de l'accomplissement de son mandat, le CNRC fait rapport en fonction des programmes d'activités suivants :

- recherche et développement;
- soutien technologique et industriel.

Ces programmes d'activités incluent également les priorités du CNRC consistant à favoriser le développement de grappes technologiques viables capables de créer de la richesse et du capital social, et à administrer le programme de manière à assurer la viabilité de l'organisation.

2. Sommaire des principales conventions comptables

Les présents états financiers ont été préparés conformément aux conventions comptables du Conseil du Trésor et aux directives de fin d'exercice publiées par le Bureau du contrôleur général, qui sont conformes aux principes comptables généralement reconnus du Canada pour le secteur public. Les principales conventions comptables sont les suivantes :

a) Crédits parlementaires

Le CNRC est financé principalement par le gouvernement du Canada au moyen de crédits parlementaires. Les crédits consentis au CNRC ne correspondent pas aux montants présentés dans les rapports financiers préparés conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada étant donné que les crédits sont fondés, dans une large mesure, sur les besoins de trésorerie. Par conséquent, les éléments comptabilisés dans l'état des résultats et dans l'état de la situation financière ne sont pas nécessairement les mêmes que ceux qui sont prévus par les crédits parlementaires. La note 3 présente un rapprochement général entre les deux méthodes de présentation des rapports financiers.

b) Encaisse nette fournie par le gouvernement

Le CNRC fonctionne au moyen du Trésor, qui est administré par le receveur général du Canada. La totalité de l'encaisse reçue par le CNRC est déposée au Trésor, et tous les décaissements faits par le CNRC sont prélevés sur le Trésor. L'encaisse nette fournie par le gouvernement est la différence entre toutes les rentrées de fonds et toutes les sorties de fonds, y compris les opérations entre les ministères (incluant les organismes) au sein du gouvernement fédéral.

c) Montant à recevoir du Trésor

Le montant à recevoir du Trésor représente le montant d'encaisse que le CNRC peut puiser au Trésor sans crédit supplémentaire.

d) Revenus / Revenus reportés

- Les revenus sont comptabilisés dans l'exercice où les opérations ou les faits sous-jacents surviennent.
- Les revenus provenant des droits de licence, des projets conjoints de recherches et d'autres sources sont déposés au Trésor et le CNRC peut les utiliser.

- Les droits de licence perçus pour les périodes de licence d'exercices ultérieurs sont comptabilisés à titre de revenus reportés et amortis sur la période de licence.
- Les fonds reçus de tiers à des fins déterminées sont comptabilisés à leur réception à titre de revenus reportés et sont constatés comme revenus dans l'exercice au cours duquel les charges connexes sont engagées.
- Les apports liés aux immobilisations louées sont reportés et amortis aux résultats selon la même méthode que pour les immobilisations amortissables connexes.

e) Charges

- Les subventions sont comptabilisées dans l'exercice au cours duquel les critères de paiement sont satisfaits. En ce qui concerne les subventions ne faisant pas partie d'un programme existant, la charge est constatée lorsque le gouvernement annonce la décision de verser un transfert ponctuel, dans la mesure où le Parlement a approuvé la loi habilitante ou l'autorisation des paiements avant que les états financiers ne soient achevés.
- Les contributions sont comptabilisées dans l'exercice au cours duquel le bénéficiaire a satisfait aux critères d'admissibilité ou a rempli les conditions de l'accord de transfert.
- Les indemnités de vacances et de congés compensatoires sont passées en charges au fur et à mesure que les employés en acquièrent le droit en vertu de leurs conditions d'emploi respectives.
- Les services fournis gratuitement par d'autres ministères et organismes du gouvernement fédéral sont comptabilisés à titre de charges de fonctionnement à leur coût estimatif.

f) Avantages sociaux futurs

i) Prestations de retraite

Les employés admissibles participent au Régime de retraite de la fonction publique, un régime multi-employeurs administré par le gouvernement du Canada. Les cotisations du CNRC au Régime sont passées en charges dans l'exercice au cours duquel elles sont engagées et elles représentent l'obligation totale du CNRC découlant du régime. En vertu des dispositions législatives en vigueur, le CNRC n'est pas tenu de verser des cotisations au titre de l'insuffisance actuarielle du régime.

ii) Indemnités de départ

Les employés ont droit à des indemnités de départ, prévues dans les contrats de travail ou les conditions d'emploi. Le coût de ces indemnités s'accumule à mesure que les employés effectuent les services nécessaires pour les gagner. L'obligation découlant des avantages sociaux gagnés par les employés est calculée à l'aide de l'information provenant des résultats du passif déterminé sur une base actuarielle pour les indemnités de départ pour l'ensemble du gouvernement.

g) Créances

Les créances sont comptabilisées en fonction des montants que l'on prévoit réaliser. Une provision est établie pour les créances dont le recouvrement est incertain.

h) Contributions remboursables avec condition

Les contributions remboursables avec condition sont des contributions remboursables, en tout ou en partie, lorsque les conditions établies dans l'entente se réalisent. Par conséquent, elles sont comptabilisées dans l'état de la situation financière uniquement lorsque les conditions établies dans l'entente sont satisfaites; elles sont alors comptabilisées comme créances et en réduction des charges au titre de paiements de transfert. Une provision estimative pour l'irrécouvrabilité est comptabilisée au besoin.

i) Passif éventuel

Le passif éventuel représente des obligations possibles qui peuvent devenir des obligations réelles selon que certains événements futurs se produisent ou non. Dans la mesure où l'événement futur risque de se produire ou non et si l'on peut établir une estimation raisonnable de la perte, on comptabilise un passif estimatif et une charge. Si la probabilité ne peut être déterminée ou s'il est impossible de faire une estimation raisonnable du montant, l'éventualité est présentée dans les notes complémentaires aux états financiers.

j) Passifs environnementaux

Les passifs environnementaux reflètent les coûts estimatifs liés à la gestion et à la remise en état des sites contaminés. À partir des meilleures estimations de la direction, on comptabilise un passif et une charge lorsque la contamination se produit ou lorsque le CNRC est mis au courant de la contamination et est obligé ou probablement obligé d'assumer ces coûts. S'il n'est pas possible de déterminer la probabilité de l'obligation du CNRC d'assumer ces coûts ou s'il est impossible de faire une estimation raisonnable du montant, les coûts sont présentés à titre de passif éventuel dans les notes complémentaires aux états financiers.

k) Stocks

Les stocks destinés à la revente et à la consommation sont inscrits au moindre du coût (selon la méthode du coût moyen) ou de la valeur de réalisation nette. Le coût est imputé aux charges de fonctionnement dans l'exercice où les articles sont vendus ou utilisés.

l) Placements en actions

Les placements en actions comprennent des actions dans des sociétés publiques et privées. Les placements en actions du CNRC sont généralement obtenus en raison de négociations de règlement de dettes ou en raison d'opérations non monétaires (le CNRC fournit de l'aide financière à des conditions supérieures à celles du marché aux sociétés par l'accès à la propriété intellectuelle, au matériel et à l'espace d'incubation dans les laboratoires). Si les estimés des transactions non-monétaires ne peuvent être déterminés, les placements en actions sont initialement enregistrés à une valeur nominale. Autrement, ils sont initialement enregistrés à la juste valeur qui est fondée sur les prix du marché. Si la juste valeur des placements en actions devient inférieure à la valeur comptable et que cette moins-value est jugée durable, la valeur des placements en actions est réduite à la juste valeur.

m) Placements de fonds de dotation

Les dotations sont des dons affectés assujettis à des restrictions externes stipulant que les ressources doivent être maintenues en permanence. Les revenus de placements des dotations ne peuvent servir qu'aux fins établies par les donateurs.

Les dotations sont comptabilisées à titre d'actif si l'on peut raisonnablement estimer le montant à recevoir et que la perception finale est raisonnablement garantie. Les revenus de dotation sont inscrits à titre de revenus reportés et comptabilisés comme revenus dans l'exercice où les charges afférentes sont engagées.

Les fonds reçus pour les dotations sont investis dans des obligations et comptabilisés au coût non amorti. La prime ou l'escompte déterminé au moment de l'acquisition est amorti jusqu'à l'échéance de l'obligation. La juste valeur des obligations est fondée sur le prix du marché.

n) Opérations en devises

Les opérations en devises sont converties en dollars canadiens en s'appuyant sur le taux de change en vigueur à la date de l'opération. Les actifs et les passifs monétaires libellés en devises sont convertis en dollars canadiens en utilisant le taux de change en vigueur à la fin de l'exercice. Les gains et les pertes résultant de la conversion de devises sont présentés à l'état des résultats selon les activités auxquelles ils se rapportent. Les gains et les pertes nets liés à la vente de biens et services en devises sont inclus dans les revenus. Les gains et les pertes nets liés à l'achat de biens et services en devises sont inclus dans les charges.

o) Immobilisations et amortissement

Toutes les immobilisations et les améliorations locatives dont le coût initial est d'au moins 5 000 $ sont comptabilisées à leur coût d'achat. Les apports en immobilisations sont enregistrés à la valeur marchande, et ce, à la date de l'apport. Le CNRC n'inscrit pas à l'actif les biens incorporels, les œuvres d'art ou les trésors historiques ayant une valeur culturelle, esthétique ou historique. Les biens acquis selon les contrats de location-acquisition sont au départ inscrits à la valeur actualisée des paiements minimums exigibles en vertu du bail. Les immobilisations destinées à la vente sont enregistrées au moindre de la valeur comptable ou de la juste valeur diminuée des frais de vente. Aucun amortissement n'est enregistré pour cette catégorie de biens. Les immobilisations sont amorties selon la méthode linéaire sur la durée de vie utile estimative de l'immobilisation, comme suit:

Catégorie d'immobilisations	**Période d'amortissement**
Terrains	Sans objet
Bâtiments et installations	25 ans
Travaux et infrastructure	25 ans
Machinerie, matériel et mobilier de bureau	10 ans
Matériel informatique	5 ans
Logiciels	5 ans
Véhicules	5 ans
Aéronef	10 ans
Améliorations locatives	Le moindre du reste de la durée du bail ou de la vie utile de l'amélioration
Actifs en construction	Une fois en service, selon la catégorie d'immobilisations
Immobilisations louées	Selon la catégorie d'immobilisations

Lorsque le CNRC conclut à une valeur nominale des baux pour des terrains, l'opération est traitée comme une opération non monétaire et est enregistrée à la juste valeur. La juste valeur de l'opération est fondée sur le prix du marché. Si les estimations des opérations non monétaires ne peuvent être déterminées, le montant de l'opération est enregistré à la valeur nominale.

p) Incertitude relative à la mesure

La préparation des présents états financiers conformément aux conventions comptables du Conseil du Trésor et aux directives de fin d'exercice publiées par le Bureau du contrôleur général, qui sont conformes aux principes comptables généralement reconnus du Canada pour le secteur public, exige de la direction qu'elle fasse des estimations et pose des hypothèses qui influent sur les montants déclarés des actifs, des passifs, des revenus et des charges présentés dans les états financiers. Au moment de la préparation des présents états financiers, la direction considère que les estimations et les hypothèses sont raisonnables. Les principaux éléments pour lesquels des estimations sont faites sont le passif éventuel, les passifs environnementaux, le passif pour les indemnités de départ, la provision pour créances douteuses, la juste valeur des opérations non-monétaires liées aux immobilisations louées ainsi que la durée de vie utile des immobilisations. Les résultats réels pourraient différer des estimations de manière significative. Les estimations de la direction sont examinées périodiquement et, à mesure que les rajustements deviennent nécessaires, ils sont constatés dans les états financiers de l'exercice où ils sont connus.

q) Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations

Des passifs sont constatés à l'égard des obligations légales, contractuelles ou juridiques, au moment où ils sont engagés, relativement à la mise hors service d'immobilisations corporelles lorsque ces obligations découlent de l'acquisition, de la construction, de la mise en valeur ou de l'exploitation normale des immobilisations en question. Les obligations sont mesurées initialement à leur juste valeur, déterminée à l'aide d'une méthode d'actualisation, et les coûts qui en découlent sont capitalisés dans la valeur comptable de l'immobilisation concernée. Au cours des exercices subséquents, le passif est rajusté pour tenir compte de l'augmentation du passif en

raison de la désactualisation et de toutes modifications du montant ou de l'échéancier des flux de trésorerie futurs sous-jacents. Le coût de la mise hors service d'immobilisations capitalisé est amorti de la même façon que l'immobilisation connexe, et la charge de désactualisation est prise en compte dans les résultats d'exploitation.

3. Crédits parlementaires

Le CNRC reçoit la plus grande partie de son financement par des crédits parlementaires annuels. Les éléments comptabilisés à l'état des résultats et à l'état de la situation financière d'un exercice donné peuvent être financés par des crédits parlementaires des exercices précédents, courant ou ultérieurs. En conséquence, le CNRC affiche des résultats de fonctionnement nets différents pour l'exercice selon qu'ils sont présentés selon le financement octroyé par le gouvernement ou selon la méthode de comptabilité d'exercice. Le rapprochement des différences est présenté dans les tableaux qui suivent :

a) Rapprochement du coût de fonctionnement net et des crédits parlementaires de l'exercice en cours utilisés

(en milliers de dollars)	**2008**	**2007**
Coût de fonctionnement net	698 458	676 498
Rajustements pour les éléments ayant une incidence sur le coût de fonctionnement net mais non sur les crédits :		
Revenus	154 530	170 157
Amortissement des immobilisations	(66 555)	(64 210)
Ententes financières avec d'autres ministères et organismes du gouvernement fédéral	(46 617)	(56 974)
Services reçus gratuitement (note 15)	(25 133)	(27 612)
Charges des comptes à fins déterminées	(14 009)	(15 131)
Diminution (augmentation) des salaires courus	5 527	(5 527)
Remboursements de dépenses d'exercices antérieurs	3 488	3 540
Diminution des paiements tenant lieu d'impôts fonciers à verser	2 623	371
Augmentation des avantages sociaux futurs	(2 336)	(3 519)
Coûts des biens vendus	(650)	(745)
Perte sur l'aliénation d'immobilisations	(597)	-
Radiations de stocks	(551)	(870)
Augmentation des indemnités de vacances et congés compensatoires	(359)	(2 805)
Diminution (augmentation) des frais de litiges à payer	261	(1 012)
Diminution des passifs environnementaux	200	-
Recouvrement (charge) de mauvaises créances	95	(784)
Charges liées à Justice Canada	-	(541)
Autres	1 078	2,303
Total des éléments ayant une incidence sur le coût de fonctionnement net mais non sur les crédits	10 995	(3 359)
Rajustements pour les éléments n'ayant pas d'incidence sur le coût de fonctionnement net mais en ayant une sur les crédits :		
Acquisitions d'immobilisations et ajouts aux actifs en construction	59 824	60 871
Achats de stocks	990	794
Augmentation des charges payées d'avance	884	7 280
Total des éléments n'ayant pas d'incidence sur le coût de fonctionnement net mais en ayant une sur les crédits	61 698	68 945
Crédits de l'exercice en cours utilisés	771 151	742 084

b) Rapprochement des crédits parlementaires votés et des crédits de l'exercice en cours utilisés

(en milliers de dollars)	**2008**	**2007**
Crédits parlementaires votés :		
Crédit 55 – Dépenses de fonctionnement	445 422	460 203
Crédit 60 – Dépenses en capital	47 185	49 943
Crédit 65 – Subventions et contributions	152 124	145 858
Montants législatifs :		
Revenus selon l'article 5(1)(e) de la *Loi sur le Conseil national de recherches*	162 748	133 706
Cotisations aux régimes d'avantages sociaux	57 684	54 647
Produit de l'aliénation de biens de surplus de la Couronne	656	335
Frais d'agences de recouvrement	48	51
Moins :		
Revenus disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	(66 118)	(78 168)
Crédits périmés	(28 598)	(24 491)
Crédits de l'exercice en cours utilisés	771 151	742 084

c) Rapprochement de l'encaisse nette fournie par le gouvernement et des crédits de l'exercice en cours utilisés

(en milliers de dollars)	**2008**	**2007**
Encaisse nette fournie par le gouvernement	673 127	655 005
Rajustements pour les éléments n'ayant pas d'incidence sur les crédits :		
Revenus	154 530	170 157
Dépenses	(50 074)	(31 978)
Augmentation des créances et avances	(484)	(5 791)
Augmentation des placements de fonds de dotation	(118)	(115)
Diminution des stocks	1 201	1 615
Augmentation des immobilisations	(1 115)	(59 301)
(Diminution) augmentation des passifs	(5 916)	12 492
Total des éléments n'ayant pas d'incidence sur les crédits	98 024	87 079
Crédits de l'exercice en cours utilisés	771 151	742 084

4. Créances et avances

(en milliers de dollars)	**2008**	**2007**
Créances de tierces parties	20 869	19 612
Créances d'autres ministères et organismes du gouvernement fédéral	5 898	5 846
Avances aux employés	51	48
	26 818	25 506
Moins : provision pour créances douteuses sur les créances externes	(1 147)	(2 180)
	25 671	23 326
Contributions remboursables	9 944	10 659
Moins : provision pour irrécouvrabilité	(8 251)	(7 105)
Contributions remboursables nettes	1 693	3 554
Total	27 364	26 880

5. Placements en actions

Les placements en actions comprennent des actions dans les sociétés publiques et privées. Ce n'est pas l'intention de la direction de détenir des placements en actions pour une longue période. Le CNRC envisagera de se dessaisir au moment opportun de placements en actions en tenant compte des intérêts et de la croissance prévue de l'entreprise ainsi que la fluidité du marché. De tous les placements de portefeuille où le CNRC détient une participation dans les capitaux propres, six étaient pour des règlements de dettes pour une valeur totale de 684 168 $ (six évalués à 644 839 $ en 2007) et dix-huit ont été obtenus par des opérations non monétaires (vingt en 2007), dont neuf (huit en 2007) sont inactifs ou ont déclaré faillite. Un estimé pour les opérations non monétaires ne peut être déterminé dû au fait que la valeur de l'aide financière est fortement spéculative.

La juste valeur des placements en actions au 31 mars 2008 était de 4 014 877 $ (757 292 $ en 2007).

6. Placements de fonds de dotation

Le compte a été créé en application de l'alinéa 5(1)f) de la *Loi sur le Conseil national de recherches* afin d'inscrire le reliquat de la succession de feu H.L. Holmes. Jusqu'à deux tiers du revenu annuel net du fonds de dotation sert à financer annuellement le prix H.L. Holmes. Ce prix offre aux étudiants de niveau post-doctoral la possibilité d'étudier dans des écoles supérieures ou des instituts de recherches de réputation mondiale sous la direction de chercheurs de renom.

(en milliers de dollars)	**2008**	**2007**
Encaisse et placements affectés, début de l'exercice	4 192	4 077
Revenu net de la dotation	209	210
Prix donnés	(91)	(95)
Encaisse et placements affectés, fin de l'exercice	4 310	4 192

Le portefeuille avait un rendement effectif moyen de 4,71 % (5,02 % en 2007) et un terme à échéance moyen de 5,24 années au 31 mars 2008 (5,07 années au 31 mars 2007). La valeur marchande des placements de dotation au 31 mars 2008 était de 4 460 397 $ (4 261 721 $ en 2007).

7. Immobilisations

(en milliers de dollars)

	Coût				**Amortissement cumulé**					
Catégorie d'immobilisations	**Solde d'ouverture**	**Acquisi-tions**	**Transferts, aliénations et radiations**	**Solde de clôture**	**Solde d'ouverture**	**Amortisse-ment**	**Transferts, aliénations et radiations**	**Solde de clôture**	**Valeur comptable nette 2008**	**Valeur comptable nette 2007**
Terrains	10 972	-	-	10 972	-	-	-	-	10 972	10 972
Bâtiments et installations	614 786	7 843	770	623 399	(317 118)	(23 564)	(2)	(340 684)	282 715	297 668
Travaux et infrastructure	20 185	85	-	20 270	(12 153)	(726)	-	(12 879)	7 391	8 032
Machinerie, matériel et mobilier de bureau	472 547	25 291	(13 822)	484 016	(296 859)	(30 247)	15 546	(311 560)	172 456	175 688
Matériel informatique	68 765	4 301	(4 227)	68 839	(54 518)	(5 021)	4 531	(55 008)	13 831	14 247
Logiciels	17 322	783	(2)	18 103	(6 880)	(3 339)	24	(10 195)	7 908	10 442
Véhicules	2 786	417	(198)	3 005	(2 067)	(247)	186	(2 128)	877	719
Aéronef	10 763	483	-	11 246	(9 074)	(237)	-	(9 311)	1 935	1 689
Améliorations locatives	10 474	742	997	12 213	(1 676)	(450)	(13)	(2 139)	10 074	8 798
Actifs en construction	10 562	20 994	(3 815)	27 741	-	-	-	-	27 741	10 562
Immobilisations louées	68 100	-	-	68 100	(5 554)	(2 724)	-	(8 278)	59 822	62 546
Total	1 307 262	60 939	(20 297)	1 347 904	(705 899)	(66 555)	20 272	(752 182)	595 722	601 363

La charge d'amortissement pour l'exercice terminé le 31 mars 2008 est de 66 554 738 $ (64 209 615 $ en 2007).

Au 31 mars 2008, le CNRC détenait huit baux pour des terrains (huit en 2007) pour un coût annuel nominal de un dollar avec des universités. Dans ces cas, le CNRC possède le bâtiment sur le terrain loué. La juste valeur du terrain pour ces opérations non monétaires ne peut pas être déterminée.

Le 21 mars 1996, le CNRC a conclu une opération non monétaire, soit un bail avec l'Université Western de l'Ontario pour la relocalisation de l'Institut des technologies de fabrication intégrée (ITFI) par lequel la propriété louée a été fournie au CNRC pendant vingt-cinq années à un coût nominal de un dollar. Le CNRC n'a aucun autre engagement envers l'Université Western de l'Ontario. La propriété a été comptabilisée comme immobilisation louée à sa juste valeur de 10 millions de dollars. L'amortissement annuel de 400 000 $ pour l'immobilisation est compensé au complet par l'amortissement de l'apport reporté lié à la propriété louée.

Le 23 mai 2006, le CNRC a pris possession de nouvelles installations et a conclu une opération non monétaire avec l'Université de l'Alberta. Le CNRC a conclu un bail avec l'Université concernant la localisation de l'Institut national de nanotechnologie du CNRC (INN), par lequel la propriété louée est fournie au CNRC à un coût nominal de un dollar par année. Le bail offre un terme de un an avec des options de renouvellement sur dix occasions séquentielles, chacun des neuf premiers renouvellements étant d'une période de cinq ans, et le dixième étant d'une période de quatre ans. Le bâtiment a été comptabilisé comme immobilisation louée à sa juste valeur de 44,4 millions de dollars. L'amortissement annuel de 1 776 000 $ pour l'immobilisation est compensé au complet par l'amortissement de l'apport reporté lié au bâtiment loué.

Le 1er septembre 2006, le CNRC a pris possession de nouvelles installations et a conclu une opération non monétaire avec l'Université de l'Île-du-Prince-Édouard. Le CNRC a conclu un bail avec l'Université pour la localisation de l'Institut des sciences nutritionnelles et de la santé du CNRC (ISNS), par lequel la propriété louée est fournie au CNRC à un coût nominal de un dollar par année. Le bail offre un terme de dix-neuf mois avec des options de renouvellement pour sept périodes additionelles de cinq ans, et une période additionelle de trois ans et cinq mois (jusqu'au 31 août 2046). Le bâtiment a été comptabilisé comme immobilisation louée à sa juste valeur de 13,7 millions de dollars. L'amortissement annuel de 548 000 $ pour l'immobilisation est compensé au complet par l'amortissement de l'apport reporté lié au bâtiment loué.

8. Créditeurs et charges à payer

(en milliers de dollars)	**2008**	**2007**
Fournisseurs	99 504	102 188
Sommes à payer aux autres ministères et organismes du gouvernement fédéral	14 935	14 017
Salaires et avantages sociaux à payer	11 423	13 773
Retenues de garantie	1 849	745
Taxes de vente à payer	66	130
Total	127 777	130 853

9. Revenus reportés

(en milliers de dollars)	**2008**	**2007**
Revenus reportés – apports liés aux immobilisations louées		
Solde, début de l'exercice	62 546	6 600
Apports reçus	-	58 100
Apports comptabilisés comme revenus	(2 724)	(2 154)
Solde, fin de l'exercice	59 822	62 546
Revenus reportés – comptes à fins déterminées		
Solde, début de l'exercice	13 093	12 596
Fonds reçus	16 877	17 679
Revenus comptabilisés	(15 466)	(17 182)
Solde, fin de l'exercice	14 504	13 093
Revenus reportés – autres		
Solde, début de l'exercice	9 195	23 598
Fonds reçus	6 724	9 129
Revenus comptabilisés	(8 999)	(23 532)
Solde, fin de l'exercice	6 920	9 195
Total	81 246	84 834

10. Avantages sociaux futurs

Les employés du CNRC ont droit à des avantages sociaux spécifiques en fin d'emploi ou à la retraite, tels que le prévoient les diverses conventions collectives ou conditions d'emploi.

a) Prestations de retraite

Le CNRC et tous les employés admissibles participent au Régime de retraite de la fonction publique, qui est parrainé et administré par le gouvernement du Canada. Les prestations de retraite s'accumulent jusqu'à un maximum de 35 ans à un taux de 2 p. 100 par année de service ouvrant droit à pension, multiplié par la moyenne des gains des cinq meilleures années consécutives. Les prestations sont intégrées au Régime de pensions du Canada et au Régime de rentes du Québec et sont indexées à l'inflation.

La charge de 42 051 439 $ (40 275 048 $ en 2007) représente approximativement 2,2 fois (2,3 fois en 2007) les cotisations des employés. Les employés et le CNRC versent des cotisations à l'égard du coût du Régime. Au 31 mars 2008, les cotisations sont comme suit :

(en milliers de dollars)	**2008**	**2007**
Cotisations du CNRC	42 051	40 275
Cotisations des employés	19 250	17 825

La responsabilité du CNRC à l'égard du Régime se limite à ses cotisations. Les excédents et déficits actuariels sont comptabilisés dans les états financiers du gouvernement du Canada, à titre de répondant du Régime.

b) Indemnités de départ

Le CNRC verse des indemnités de départ aux employés en fonction de l'admissibilité, des années de service et du salaire final. Ces indemnités ne sont pas capitalisées d'avance. Les indemnités seront payées à même les crédits futurs. Voici les indemnités de départ au 31 mars :

(en milliers de dollars)	**2008**	**2007**
Obligation au titre des indemnités constituées, début de l'exercice	58 788	55 269
Charges pour l'exercice	7 603	7 180
Indemnités versées pendant l'exercice	(5 267)	(3 661)
Obligations au titre des indemnités constituées, fin de l'exercice	61 124	58 788

11. Passif éventuel

a) Passifs environnementaux

Les éléments de passif sont comptabilisés afin d'inscrire les coûts estimatifs liés à la gestion et à la remise en état des sites contaminés lorsque le CNRC est obligé ou probablement obligé d'assumer ces coûts. Le CNRC a identifié un site (un site en 2007) où des mesures sont possibles et pour lesquels un passif de 100 000 $ (300 000 $ en 2007) a été constaté. Les efforts continus déployés par le CNRC pour évaluer les sites contaminés peuvent entraîner des passifs environnementaux additionnels pour des sites nouvellement identifiés ou pour des modifications aux estimations ou à l'utilisation prévue des sites existants. Ces éléments de passif seront comptabilisés par le CNRC pendant l'exercice où ils seront connus.

b) Réclamations et litiges

Des réclamations ont été faites auprès du CNRC dans le cours normal de ses activités. Certains de ces passifs éventuels peuvent devenir des passifs réels selon que certains événements futurs se produisent ou ne se produisent pas. Dans la mesure où l'événement futur est susceptible de se produire, et une évaluation raisonnable de la perte peut être faite, un passif estimatif et une charge sont comptabilisés dans les états financiers du CNRC.

Au 31 mars 2008, le CNRC faisait état de treize réclamations non réglées (treize en 2007) dont deux (trois en 2007) étaient reliées à des frais susceptibles de devenir un passif et deux dont l'issue était indéterminable (deux en 2007). Les deux réclamations reliées à des frais susceptibles de devenir un passif (trois en 2007) peuvent être raisonnablement estimées. Une provision de 1 289 136 $ (1 550 000 $ en 2007) a été comptabilisée selon l'évaluation juridique du CNRC de ce passif éventuel.

c) Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations

Le CNRC n'a pas comptabilisé d'obligations liées à la mise hors service d'immobilisations dans les états financiers. Les obligations juridiques du CNRC liées à la mise hors service d'immobilisations sont sujettes à plusieurs incertitudes et donc aucune juste valeur ne peut être raisonnablement déterminée. Des changements dans ces hypothèses et incertitudes pourraient avoir des répercussions importantes sur les actifs et les passifs du CNRC ainsi que sur les charges d'amortissement et de désactualisation liées à la mise hors service d'immobilisations.

Le CNRC encourt généralement les coûts associés à l'enlèvement et à l'élimination de l'amiante et d'autres substances désignées présentes dans les bâtiments du CNRC lors de rénovations importantes. À l'heure actuelle, la durée et la portée des travaux de rénovation, qui ont pour effet l'élimination des substances réglementées, ne peuvent être raisonnablement estimées. Par conséquent, les obligations liées à la mise hors service d'immobilisations liées à l'enlèvement de l'amiante et d'autres substances désignées dans les bâtiments du CNRC n'ont pas été comptabilisées dans les états financiers.

12. Obligations contractuelles

De par leur nature, les activités du CNRC peuvent donner lieu à des contrats et des obligations importants échelonnés sur plusieurs années, en vertu desquels le CNRC sera tenu d'effectuer des paiements futurs lorsque les services auront été rendus et que les biens auront été reçus. Voici les principales obligations contractuelles pour lesquelles une estimation raisonnable peut être faite :

(en milliers de dollars)	**2009**	**2010**	**2011**	**2012**	**2013 et au-delà**	**Total**
Paiements de transfert	105 827	59 635	10 079	9 900	8 450	193 891
Contrats d'exploitation	35 075	9 493	14 579	-	-	59 147
Total	140 902	69 128	24 658	9 900	8 450	253 038

13. Charges

(en milliers de dollars)	**2008**	**2007**
Salaires et avantages sociaux futurs	418 453	419 566
Subventions et contributions	142 497	142 963
Services publics, fournitures et approvisionnements	89 331	81 026
Amortissement	66 555	64 210
Services professionnels et spéciaux	58 018	60 111
Transport et communications	28 061	27 127
Réparations et entretien	18 293	18 180
Versements tenant lieu d'impôts fonciers	11 977	13 649
Mauvaises créances	6 390	3 658
Information	4 741	5 377
Locations	4 214	5 244
Prix	3 153	1 707
Coût des biens vendus	650	745
Perte nette sur aliénation d'immobilisations	597	-
Autres	58	3 092
Total	852 988	846 655

14. Revenus

(en milliers de dollars)	**2008**	**2007**
Ventes de biens et services		
Services de nature non réglementaire et autres droits et frais	62 900	64 995
Vente de biens et de produits d'information	11 814	11 349
Droits et privilèges	9 471	6 663
Location et utilisation de biens	4 303	3 221
	88 488	86 228
Ententes financières avec d'autres ministères et organismes du gouvernement fédéral	46 620	56 974
Revenus de projets conjoints et d'accords de partage des coûts	15 466	17 182
Avantages incitatifs relatifs à des baux	2 724	2 154
Dons et legs	621	-
Autres	611	573
Gain sur cession de placements en actions	-	223
Gain net sur aliénation d'immobilisations	-	6 823
Total	154 530	170 157

15. Opérations entre apparentés

En vertu du principe de propriété commune, le CNRC est apparenté à tous les ministères, organismes et sociétés d'État du gouvernement du Canada. Le CNRC conclut des opérations avec ces entités dans le cours normal de ses activités et selon des modalités commerciales normales. Voir les notes 4 et 8 pour les créances et créditeurs auprès d'autres ministères et organismes du gouvernement fédéral. De plus, au cours de l'exercice, le CNRC a reçu des services, sans frais, d'autres ministères et organismes du gouvernement fédéral. Ces services fournis gratuitement ont été comptabilisés comme suit à l'état des résultats du CNRC :

(en milliers de dollars)	**2008**	**2007**
Cotisations de l'employeur aux régimes de soins de santé et de soins dentaires fournies par le Conseil du Trésor	23 706	25 786
Services de vérification fournis par le Bureau du vérificateur général du Canada	441	500
Services juridiques fournis par Justice Canada	360	635
Indemnités d'accidents du travail fournies par Ressources humaines et Développement social Canada	310	360
Services de paye fournis par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada	167	174
Locaux fournis par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada	149	157
Total	25 133	27 612

Les services juridiques fournis par Justice Canada totalisent 1 154 030 $ (1 176 429 $ en 2007). De ce montant, des services totalisant 360 143 $ (635 462 $ en 2007) ont été fournis gratuitement. La valeur des locaux fournis par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada totalise 321 080 $ (322 318 $ en 2007). De ce montant, des locaux pour un montant de 149 298 $ (156 876 $ en 2007) ont été fournis gratuitement. Les indemnités d'accidents du travail fournies par Ressources humaines et Développement social Canada totalisent 834 813 $ (690 606 $ en 2007). De ce montant, des indemnités s'élevant à 309 838 $ (360 188 $ en 2007) ont été fournies gratuitement.

16. Instruments financiers

Les instruments financiers du CNRC se composent de créances et avances, de placements, de créditeurs et charges à payer ainsi que de revenus reportés. Sauf mention contraire, la direction est d'avis que le CNRC n'est pas exposé à des risques importants en matière d'intérêts, de change ou de crédit découlant de ces instruments financiers. Sauf indication contraire dans les présents états financiers, la direction est d'avis que les valeurs comptables des instruments financiers correspondent approximativement à leur juste valeur en raison de leur échéance imminente.

17. Chiffres correspondants

Les chiffres de l'exercice précédent ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée pour l'exercice en cours.

Renseignements sur l'organisation

Membres du Conseil du CNRC

Pierre Coulombe
Président (et président du Conseil)
Conseil national de recherches du Canada
Ottawa (Ontario)

Dennis Anderson
Consultant en gestion
Libau (Manitoba)

Patricia Béretta
Ingénieure biomédicale
Elmira (Ontario)

Louis Brunel
Président
Institut international des télécommunications
Montréal (Québec)

Paul Clark
Ancien vice-président
Recherche et technologie
NOVA Chemicals Corporation
Calgary (Alberta)

Delwyn Fredlund
Spécialiste principal, Génie géotechnique
Golder Associates Ltd.
Saskatoon (Saskatchewan)

Peter Frise
Directeur scientifique et PDG
Auto 21
Université de Windsor (Ontario)

John Harker
Président
Université de Cape Breton
Sydney (Nouvelle-Écosse)

Margaret Lefebvre
Directrice exécutive
Association canadienne des fonds de revenu
Montréal (Québec)

Kellie Leitch
Vice-doyenne (affaires externes), chef/présidente du département de chirurgie pédiatrique et professeure adjointe d'orthopédie pédiatrique
Université de Western Ontario
London (Ontario)

Douglas MacArthur
Président
MacArthur Group, Inc.
Charlottetown (Île-du-Prince-Édouard)

Eva Mah Borsato
Présidente
Intellectual Capital Corporation Inc.
Edmonton (Alberta)

Gilles Patry
Recteur et vice-chancelier
Université d'Ottawa
Ottawa (Ontario)

Alan Pelman
Ancien Vice-président, Technologie Canada
Weyerhaeuser Ltd.
Vancouver (Colombie-Britannique)

Barbara Stanley
Présidente
BESCO Holdings 2002 Inc.
Rothesay (Nouveau-Brunswick)

Howard Tennant
Doyen émérite
Université de Lethbridge
Lethbridge (Alberta)

Normand Tremblay
Associé, SECOR
Montréal (Québec)

Allan Warrack
Professeur émérite en administration des affaires
Université de l'Alberta
Calgary (Alberta)

David Wood
Chef des finances et du développement d'entreprise, secrétaire et trésorier
Celator Pharmaceuticals Inc.
Vancouver (Colombie-Britannique)

Haute direction du CNRC

Président
Pierre Coulombe
613-993-2024
pierre.coulombe@nrc-cnrc.gc.ca

Vice-président, Services corporatifs
Don Di Salle
613-993-0361
don.disalle@nrc-cnrc.gc.ca

Vice-président, Génie
Sherif Barakat
613-949-5955
sherif.barakat@nrc-cnrc.gc.ca

Vice-président, Sciences de la vie
Roman Szumski
613-993-9244
roman.szumski@nrc-cnrc.gc.ca

Vice-président, Sciences physiques
Richard Normandin
613-993-4449
richard.normandin@nrc-cnrc.gc.ca

Vice-présidente, Soutien technologique et industriel
Patricia Mortimer
613-998-3664
patricia.mortimer@nrc-cnrc.gc.ca

Directions centrales sous la direction du président

Bureau de la direction et du secrétaire général du CNRC
Secrétaire générale : Marielle Piché
Renseignements généraux : 613-998-4579 marielle.piche@nrc-cnrc.gc.ca

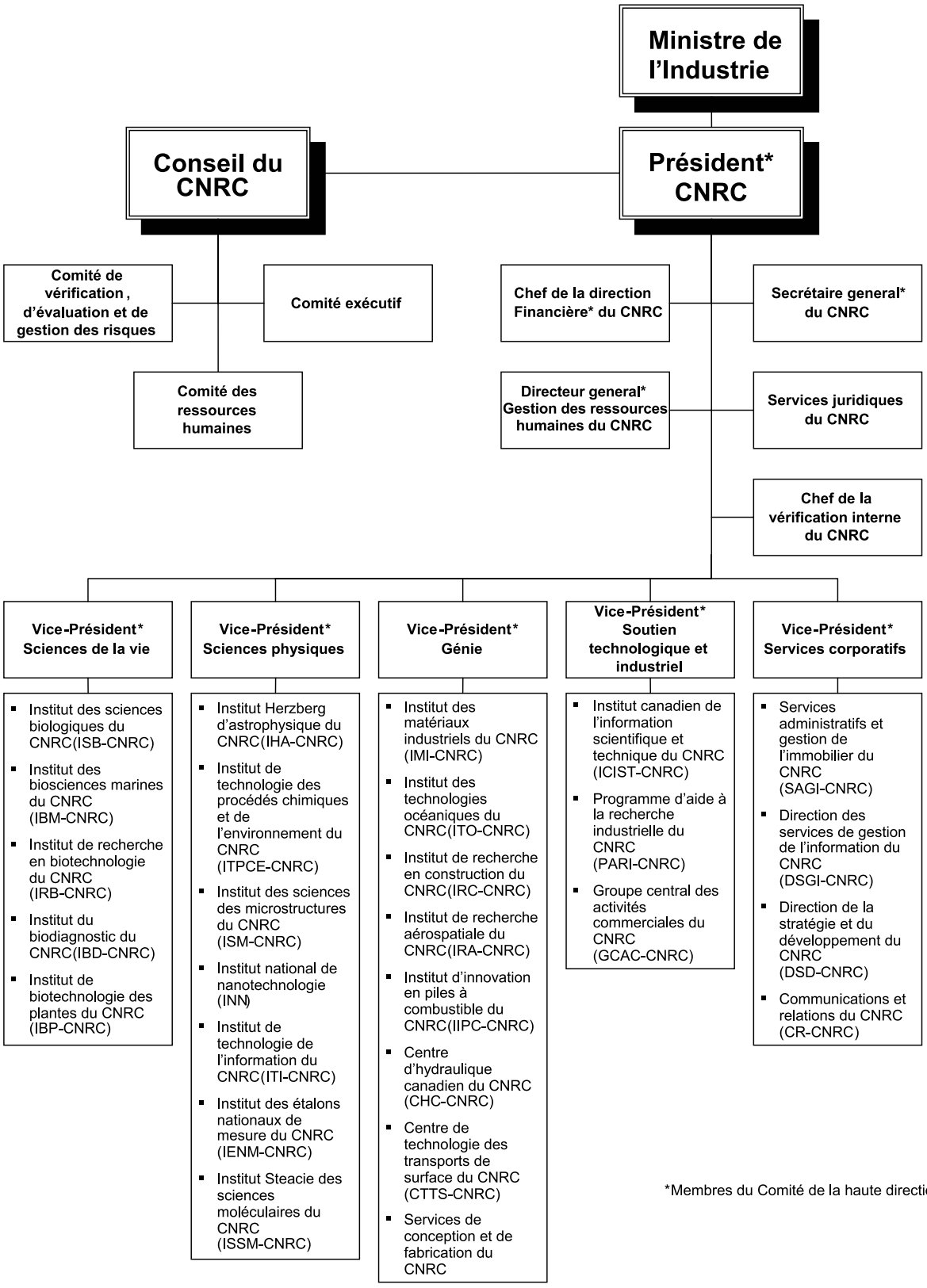
Direction des finances
Chef de la direction financière : Daniel Gosselin
Renseignements généraux : 613-990-7471 daniel.gosselin@nrc-cnrc.gc.ca

Direction des ressources humaines
Directrice générale *(*par intérim*) :* Isabelle Gingras
Renseignements généraux : 613-993-9136 isabelle.gingras@nrc-cnrc.gc.ca

Vérification interne
Directrice : Jayne Hinchliff-Milne
Renseignements généraux : 613-949-7689 jayne.hinchliff-milne@nrc-cnrc.gc.ca

Services juridiques du CNRC
Directeur : Louis Robayo
Renseignements généraux : 613-993-0035 louis.robayo@nrc-cnrc.gc.ca

Organigramme du CNRC



*Membres du Comité de la haute direction

Instituts de recherche, programmes et centres de technologie du CNRC

Sous la direction du vice-président, Sciences de la vie

Institut de recherche en biotechnologie (IRB-CNRC) – Montréal (Qc)
Directeur général : Michel Desrochers
Renseignements généraux : 514-496-6100 www.bri-irb.nrc-cnrc.gc.ca

Institut du biodiagnostic (IBD-CNRC) – Winnipeg (Man.)
Directeur général : Ian Smith
Renseignements généraux : 204-983-7692 www.ibd.nrc-cnrc.gc.ca

Institut des sciences biologiques (ISB-CNRC) – Ottawa (Ont.)
Directeur général : Jim Richards
Renseignements généraux : 613-993-5812 http://ibs-isb.nrc-cnrc.gc.ca

Institut des biosciences marines (IBM-CNRC) – Halifax (N.-É.)
Directrice générale : Joan Kean-Howie
Renseignements généraux : 902-426-8332 http://imb-ibm.nrc-cnrc.gc.ca

Institut de biotechnologie des plantes (IBP-CNRC) – Saskatoon (Sask.)
Directeur général : Jerome Konecsni
Renseignements généraux : 306-975-5575 http://pbi-ibp.nrc-cnrc.gc.ca/

Sous la direction du vice-président, Sciences physiques

Institut Herzberg d'astrophysique (IHA-CNRC) – Victoria et Penticton (C.-B.)
Directeur général : Gregory Fahlman
Renseignements généraux : 250-363-0001 http://hia-iha.nrc-cnrc.gc.ca

Institut de technologie des procédés chimiques et de l'environnement (ITPCE-CNRC) – Ottawa (Ont.)
Directeur général : Janusz Lusztyk
Renseignements généraux : 613-993-4041 http://icpet-itpce.nrc-cnrc.gc.ca

Institut de technologie de l'information (ITI-CNRC) – Ottawa (Ont.), Gatineau (Québec), Fredericton (N.-B.), Moncton (N.-B.) et Saint John (N.-B.)
Directeur général : Christian Couturier
Renseignements généraux : 506-444-6132 http://iit-iti.nrc-cnrc.gc.ca

Institut des sciences des microstructures (ISM-CNRC) – Ottawa (Ont.)
Directrice générale : Marie D'Iorio
Renseignements généraux : 613-993-4583 http://ims-ism.nrc-cnrc.gc.ca

Institut des étalons nationaux de mesure (IENM-CNRC) – Ottawa (Ont.)
Directeur général : Jim McLaren
Renseignements généraux : 613-998-7018 http://inms-ienm.nrc-cnrc.gc.ca

Institut national de nanotechnologie (INN) – Edmonton (Alb.)
Directeur général : Nils Petersen
Renseignements généraux : 780-492-8888 http://nint-innt.nrc-cnrc.gc.ca

Institut Steacie des sciences moléculaires (ISSM-CNRC) – Ottawa et Chalk River (Ont.)
Directeur général : Danial Wayner
Renseignements généraux : 613-991-5419 http://steacie.nrc-cnrc.gc.ca

Sous la direction du vice-président, Génie

Institut de recherche aérospatiale (IRA-CNRC) – Ottawa (Ont.) et Montréal (Qc)
Directeur général : Jerzy Komorowski
Renseignements généraux : 613-993-5738 http://iar-ira.nrc-cnrc.gc.ca

Institut d'innovation en piles à combustible (IIPC-CNRC) – Vancouver (C.-B.)
Directrice générale : Maja Veljkovic
Renseignements généraux : 604-221-3099 http://ifci-iipac.nrc-cnrc.gc.ca

Institut des matériaux industriels (IMI-CNRC) –Boucherville et Saguenay (Qc)
Directeur général : Blaise Champagne
Renseignements généraux : 450-641-5000 http://www.imi.nrc-cnrc.gc.ca

Institut des technologies océaniques (ITO-CNRC) – St. John's (T.-N.-L.)
Directrice générale : Mary Williams
Renseignements généraux : 709-772-6001 http://iot-ito.nrc-cnrc.gc.ca

Institut de recherche en construction (IRC-CNRC) – Ottawa (Ont.) et Regina (Sask.)
Directeur général : Bob Bowen
Renseignements généraux : 613-993-2607 http://irc.nrc-cnrc.gc.ca

Centre d'hydraulique canadien (CHC-CNRC)
Directeur exécutif : John Coleman
Renseignements généraux : 613-993-2417 http://chc.nrc-cnrc.gc.ca

Centre de technologie des transports de surface (CTTS-CNRC) – Ottawa (Ont.)
Directeur : Paul Treboutat
Renseignements généraux : 613-998-9365 http://cstt-ctts.nrc-cnrc.gc.ca

Sous la direction du vice-président, Soutien technologique et industriel

Institut canadien de l'information scientifique et technique (ICIST-CNRC) – Ottawa (Ont.) ainsi que des bureaux répartis un peu partout au Canada
Directrice générale : Pam Bjornson
Renseignements généraux : 1-800-668-1222 http://cisti-icist.nrc-cnrc.gc.ca

Programme d'aide à la recherche industrielle (PARI-CNRC) – Ottawa (Ont.) ainsi que des bureaux un peu partout au Canada
Directeur général : Tony Rahilly
Renseignements généraux : 1-877-994-4727 http://irap-pari.nrc-cnrc.gc.ca